



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 décembre 2013  
Français  
Original : anglais

## Soixante-huitième session

Point 147 de l'ordre du jour

### Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

## Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

### Rapport du Secrétaire général

#### Additif

On trouvera dans le présent additif des informations sur les produits prévus et exécutés renvoyant à la section II du document [A/68/648](#).

## Table des matières

	<i>Page</i>
II. Exécution du budget . . . . .	3
A. Département des opérations de maintien de la paix . . . . .	3
B. Département de l'appui aux missions . . . . .	22
C. Département de la gestion . . . . .	38
D. Bureau des services de contrôle interne . . . . .	60
E. Cabinet du Secrétaire général. . . . .	62
F. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies . . . . .	63
G. Bureau de la déontologie . . . . .	64
H. Bureau des affaires juridiques . . . . .	66
I. Département de l'information . . . . .	68
J. Département de la sûreté et de la sécurité. . . . .	70
K. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires . . . . .	74



## Sigles et acronymes

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MICIVIH	Mission civile internationale en Haïti
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUHA	Mission des Nations Unies en Haïti
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIG	Système intégré de gestion
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

## II. Exécution du budget\*

### A. Département des opérations de maintien de la paix

#### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

##### a) Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Participation du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général à un sommet de l'Union africaine (1 pour chacun d'eux)	3	Sommets  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine.
1 réunion entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	Non	À la demande des deux conseils, la réunion a été reportée à l'exercice en cours.
2 réunions de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité	2	Réunions ont eu lieu.
12 exposés sur des questions liées au maintien de la paix à l'intention du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	27	Exposés ont été faits.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des obligations et de l'ordre du jour qu'a définis pour les réunions le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.
Facilitation de 1 réunion et de 6 vidéoconférences entre les bureaux des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et ceux de la Commission de l'Union africaine	1 10	Réunion a eu lieu. Vidéoconférences ont été organisées.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car il a fallu accroître la coopération et la coordination entre les deux organisations, par exemple apporter un appui à l'Union africaine en vue de l'adoption des normes IPSAS.
12 rapports mensuels sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans le domaine du maintien de la paix, 52 rapports hebdomadaires sur l'évolution de la situation au sein de l'Union dans ce domaine et 12 télégrammes analysant des questions stratégiques liées au maintien de la paix, adressés à l'Union africaine	8 52	Rapports mensuels ont été établis.  Le produit réalisé est inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu en fonction de la charge de travail et des capacités en ressources humaines.  Rapports hebdomadaires ont été établis.

\* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir [A/68/648](#).

Organisation de 26 réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine, de 4 réunions du Groupe de la paix et de la sécurité créé dans le cadre du programme décennal de renforcement des capacités et de 4 réunions de chacun des 4 sous-groupes

6 publications visant à informer le grand public des activités du Bureau en faveur de l'Union africaine

1 rapport sur l'examen de la structure d'appui du Bureau en vue de sa rationalisation

12 Télégrammes ont été envoyés.

44 Réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine (28), du Groupe de la paix et de la sécurité créé dans le cadre du programme décennal de renforcement des capacités (1) et des 4 sous-groupes (15) ont eu lieu.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions pour ce qui est des réunions du Groupe de la paix et de la sécurité car il n'existe toujours pas de stratégie de renforcement des capacités au sein de la Commission de l'Union africaine.

14 Publications ont été produites.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car les priorités ont été revues et il a été décidé d'appuyer les publications communes Nations Unies-Union africaine.

Non L'examen n'est pas encore terminé étant donné qu'il dépend de la réinstallation du Bureau dans les locaux de la Commission économique pour l'Afrique, différée en raison de retards dans les travaux de construction, et de la réévaluation consécutive des services communs. Il devrait avoir lieu pendant l'exercice en cours.

---

**Réalisation escomptée 1.2** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
6 rapports annuels sur les réalisations des piliers de l'architecture africaine de paix et de sécurité	1	Rapport sur la Force africaine en attente a été établi.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu en fonction de la charge de travail et des capacités en ressources humaines.  En outre, le Comité d'état-major n'ayant pas encore été créé, le rapport le concernant n'a pu être établi.
Mise en place, pour l'Union africaine, de 3 bases de données pour les registres des composantes militaire, civile et de police de la Force africaine en attente, conformément aux dispositions de la troisième feuille de route la concernant	1	Base de données (registre de la composante civile) a été mise en place.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions, la Commission de l'Union africaine ayant décidé qu'il n'était plus nécessaire de créer des registres des composantes militaire et de police.

Révision et mise à jour de 6 manuels ou directives générales à l'usage de la Force africaine en attente	6 Manuels ou directives générales ont été révisés et mis à jour.
Élaboration de 18 politiques et directives pour appuyer les stratégies de la Commission de l'Union africaine en matière de renforcement des capacités dans 18 domaines liés au maintien de la paix	37 Politiques, directives, procédures, stratégies et documents de réflexion ont été élaborés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car l'Union africaine a demandé plus d'aide, notamment dans les domaines de la paix et de la sécurité.
Organisation de 4 ateliers couvrant 18 domaines liés au maintien de la paix pour appuyer le fonctionnement de la Commission de l'Union africaine et des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux et leurs stratégies de renforcement des capacités	4 Ateliers ont été organisés.
Fourniture d'un appui et de conseils pour l'exercice de postes de commandement AMANI en vue de contrôler la capacité opérationnelle des composantes civile et de police de la Force africaine en attente	Oui L'exercice de postes de commandement civil et de police (AMANI) a été mené à bonne fin avec l'appui et les conseils du Bureau.
Organisation de 15 consultations et de 11 visites d'inspection avant déploiement auprès des pays qui fournissent actuellement des contingents ou des effectifs de police à l'Union africaine ou sont susceptibles de lui en fournir et avec les partenaires de l'AMISOM pour appuyer l'exécution du mandat de cette mission	21 Consultations  Le produit réalisé est supérieur aux prévisions car l'Union africaine a renforcé ses activités et donc demandé plus d'appui au Bureau.  2 Visites d'inspection avant déploiement ont eu lieu.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car l'Union africaine a recentré son attention sur le Mali et la République centrafricaine en raison de l'évolution de la situation dans ces pays.

## b) Bureau du Secrétaire général adjoint

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
35 exposés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et aux pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police, ainsi qu'aux organes délibérants, sur l'évolution des opérations de	32	Exposés ont été faits.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car les États Membres ont présenté moins de demandes que prévu.

maintien de la paix et les questions stratégiques, opérationnelles et politiques intéressant tous les aspects des activités de maintien de la paix

270 réunions ou exposés sur tous les aspects des opérations de maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact

3 exposés au Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques de sécurité nouvelles ou en cours d'élaboration, la gestion de la résilience de l'Organisation et la sécurité dans les missions

100 réunions avec les médias, consacrées notamment à des sujets propres aux différentes missions, à la déontologie et à la discipline et à des questions militaires, de police et de sécurité

150 activités de communication externe, telles que des conférences, des expositions et des séances d'information sur les activités de maintien de la paix des Nations Unies, et réalisation de 1 000 sujets liés au maintien de la paix pour diffusion par des médias des Nations Unies

301 Exposés ont été faits, notamment sur le rôle du Centre de situation et la création et le renforcement du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des demandes supplémentaires des États Membres.

2 Exposés ont été faits, l'un sur la sécurité dans les missions de maintien de la paix et l'autre sur la gestion des risques liés à la sécurité du personnel sur le terrain et sur la gestion des situations de crise et la résilience de l'Organisation.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car le Comité a suspendu ses travaux.

200 Entretiens ont été accordés à la presse.

3 Conférences de presse ont été organisées.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison du regain d'intérêt pour le maintien de la paix qu'ont manifesté les médias à la suite de certains événements ou incidents, notamment : la crise dans l'est de la République démocratique du Congo (par exemple, la chute de Goma et les violations des droits de l'homme à Minova); la décision du Conseil de sécurité de mettre une brigade d'intervention à la disposition de la MONUSCO et d'autoriser la Mission à déployer un système de drones non armés; l'extension de la crise en République arabe syrienne dans la zone d'opérations de la FNUOD; et la création de la MINUSMA.

84 Activités de communication externe ont été exécutées.

1 080 Sujets liés au maintien de la paix ont été traités. En outre, 7 éditoriaux sur diverses questions liées au maintien de la paix ont été rédigés dans un souci de coordination.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions faute de ressources suffisantes.

35 exposés aux pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police sur les événements d'ordre opérationnel survenus dans 13 opérations de maintien de la paix

40 Exposés ont été faits.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des demandes supplémentaires présentées par les États Membres face à la situation au Mali et en République arabe syrienne.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Révision des directives sur la gestion des comptes rendus de situation et l'administration de l'intranet	Oui	Les directives concernant la mise en place des technologies nécessaires aux comptes rendus de situation et l'administration de l'intranet ont été révisées et diffusées. La procédure révisée prévoit que les conditions opérationnelles initiales seront mises en place dans les 30 jours à compter du démarrage d'une nouvelle opération.
1 directive assortie d'un modèle, pour l'auto-évaluation par les opérations de maintien de la paix du respect de la politique en matière de sécurité sur le terrain	1	Directive assortie d'un modèle pour l'auto-évaluation de la gestion des risques liés à la sécurité du personnel sur le terrain a été élaborée et distribuée aux opérations de maintien de la paix et aux centres d'appui.
Évaluation des auto-évaluations réalisées par 13 opérations de maintien de la paix concernant le respect de la politique en matière de sécurité sur le terrain adoptée par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, et des directives correspondantes	12	Évaluations ont été réalisées.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de la liquidation de la MINUT.
Actualisation des consignes sur la structure et les programmes des bureaux d'information à l'intention des opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou connaissant une transformation importante	Oui	Le Bureau a piloté l'élaboration et la rédaction des consignes sur la formulation du concept opérationnel des missions en matière de communication et d'information. Une stratégie et un plan de travail provisoires pour la communication ont été mis au point en vue du démarrage de la MINUSMA.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 visites dans des opérations de maintien de la paix aux fins d'examiner les progrès accomplis et de fournir des orientations aux responsables des missions sur les questions liées à l'exécution du mandat de celles-ci	9	Visites ont été faites.

Mise à jour des directives et des modèles concernant les contrats de mission et les évaluations de tous les chefs de mission et de leurs adjoints

Conférence annuelle des chefs de cabinet des missions et des directeurs ou chefs de l'appui aux missions, portant sur leurs attributions et responsabilités, et sur la gestion efficace des missions, dans un contexte de rigueur budgétaire

Évaluation des pratiques actuellement appliquées dans toutes les opérations de maintien de la paix en matière d'accès à l'information et d'organisation et de stockage de celle-ci

En collaboration avec le Département de l'information, 3 évaluations techniques des besoins en matière d'information des opérations de maintien de la paix connaissant une transformation importante ou faisant face à des problèmes particuliers liés à l'information

20 contributions concernant l'aspect maintien de la paix des politiques, directives et procédures relatives à la sécurité, à la sûreté et à la résilience institutionnelle mises au point par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité

13 évaluations de l'efficacité des programmes de sécurité sur le terrain et des plans de préparation aux situations d'urgence et de gestion de la résilience mis en place par toutes les opérations de maintien de la paix et par l'UNSOA

1 cours de formation à la résilience et 1 cours de formation à la sécurité sur le terrain à l'intention de participants issus de toutes les opérations de maintien de la paix et de l'UNSOA

Oui Les directives et le modèle concernant les contrats 2013 et les évaluations 2012 des Représentants spéciaux du Secrétaire général et des chefs de mission ainsi que de leurs adjoints ont été mis à jour et distribués dans toutes les missions.

1 Conférence a été organisée.

1 Évaluation portant principalement sur les dossiers électroniques a été réalisée.

3 Évaluations techniques ont été réalisées.

24 Contributions ont été recensées.

14 Évaluations de l'efficacité des programmes de gestion des risques affectant la sécurité du personnel ont été réalisées.

Les évaluations des plans de préparation aux situations d'urgence et de gestion de la résilience ont été reportées jusqu'à la formulation et l'adoption d'une politique sur la résilience de l'Organisation, la gestion des situations de crise et la préparation aux situations d'urgence. Une visite d'aide à la résilience a eu lieu dans le cadre des travaux de formulation de mesures de précaution visant à assurer la continuité des opérations de l'UNSOA.

1 Cours de formation à la sécurité du personnel sur le terrain a été donné.

Le cours de formation à la résilience destiné aux coordonnateurs pour les questions de continuité des opérations des missions de maintien de la paix a été différé faute de ressources suffisantes.



18 rapports sur des questions prioritaires, ayant pour but de favoriser une meilleure compréhension de la situation de toutes les opérations de maintien de la paix et de l'AMISOM, et de questions connexes	Une formation des formateurs de la continuité des opérations a été dispensée au Siège afin que le cours puisse être donné dans les missions pendant l'exercice en cours.
1 politique et 1 directive relatives à la gestion des crises dans toutes les opérations de maintien de la paix	<p>28 Rapports approfondis sur des questions prioritaires ont été produits sous la forme d'évaluations ciblées, d'analyses des tendances et de documents d'information sur des points précis.</p> <p>Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car les besoins en analyses ont augmenté à la suite du démarrage de la MISNUS et de la MINUSMA et des changements apportés aux opérations de la MINUSS et de la MONUSCO.</p> <p>Non Dans le cadre du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises, une politique de gestion des situations de crise au niveau du Siège a été formulée et approuvée par le Département pendant l'exercice considéré. Une politique générale, assortie d'une directive sur la gestion des situations de crise dans toutes les opérations de maintien de la paix, a été formulée et adoptée par le Département pendant l'exercice en cours.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu de façon à prendre en compte les directives organisationnelles.</p>
4 évaluations techniques du fonctionnement et de la conformité aux directives de tous les centres d'opérations conjoints et de toutes les cellules d'analyse conjoints des missions de maintien de la paix	4 Évaluations techniques ont été réalisées.
1 atelier à l'intention des chefs des centres d'opérations conjoints, destiné à examiner et à actualiser les procédures qui le nécessitent et à repérer les lacunes en matière de connaissances et d'aptitudes afin de poursuivre l'élaboration de directives, de renforcer la formation et d'améliorer le recrutement	1 Atelier a été organisé.
Actualisation de 2 procédures applicables aux centres d'opérations conjoints et aux cellules d'analyse conjoints des missions	<p>Non Des consultations sont en cours afin de terminer le travail d'actualisation et de le faire approuver par les responsables pendant l'exercice en cours.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu.</p>

## c) Bureau des opérations

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation au Conseil de sécurité de 40 rapports du Secrétaire général sur des questions de fond pluridimensionnelles	45	Rapports sur des questions de fond pluridimensionnelles ont été produits.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la création de la MINUSMA et de la publication d'un rapport spécial sur la situation en République démocratique du Congo.
Rédaction de 40 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	41	Lettres ont été rédigées.
Élaboration de 130 notes consultatives qui seront utilisées lors de séances d'information et d'échanges avec les États Membres et les partenaires de maintien de la paix	131	Notes consultatives ont été élaborées.
45 consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police pour les informer de l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans les 13 opérations de maintien de la paix et à l'UNSOA	48	Consultations ont été organisées. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la dégradation des conditions de sécurité dans la zone d'opérations de la FNUOD ainsi que des préparatifs du déploiement de la MINUSMA et de la brigade d'intervention de la MONUSCO, et de leur déploiement effectif.
Présentation de 55 exposés oraux et de 51 notes d'information hebdomadaires à l'intention du Conseil de sécurité sur des questions liées au maintien de la paix, notamment l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans les 13 missions de maintien de la paix et à l'UNSOA	65	Exposés oraux ont été présentés. Le produit réalisé est supérieur aux prévisions car les activités se sont intensifiées du fait de la précarité de la situation politique et des conditions de sécurité en République démocratique du Congo, du conflit en République arabe syrienne, des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud et de la création de la MINUSMA.
	51	Notes d'information hebdomadaires ont été présentées.
Présentation d'exposés et consultations sur les questions de maintien de la paix, notamment sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans les 13 missions de maintien de la paix, en réponse à toutes les demandes émanant de l'Assemblée générale, des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, des	Oui	Il a été donné suite à toutes les demandes d'exposés ou de consultations, notamment celles concernant l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans les missions de maintien de la paix.

organismes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods, des organisations internationales et régionales s'occupant des questions de gouvernance et de sécurité et des organisations non gouvernementales

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise au point de concepts opérationnels intégrés, conformément aux mandats du Conseil de sécurité, pour les nouvelles opérations et les opérations en cours nécessitant d'importantes transformations	4	Concepts opérationnels intégrés ont été mis au point pour 4 missions de maintien de la paix

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication à 13 opérations de maintien de la paix de directives concernant des questions stratégiques, politiques et opérationnelles	Oui	Des directives ont été communiquées à toutes les missions de maintien de la paix, dont 673 communications officielles (par télégrammes codés) donnant des conseils pratiques, politiques, opérationnels et relatifs à la gestion des crises, ainsi que des orientations sur les opérations à mener et les procédures à suivre pour la conduite des fonctions officielles et des opérations des missions.
Examen par 11 cellules de mission intégrées, en collaboration avec les présences des Nations Unies sur le terrain, des progrès réalisés par rapport aux résultats prioritaires énoncés dans les cadres stratégiques intégrés, avec une description des problèmes rencontrés et la formulation de recommandations	7	Seulement 7 des 9 cellules de mission intégrées qui existaient pendant l'exercice considéré ont participé à l'examen des progrès accomplis.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions étant donné que les critères de suivi permettant de mesurer les progrès accomplis sur la voie d'une stabilité à long terme en Côte d'Ivoire ont été présentés à la fin de l'exercice dans un rapport du Secrétaire général (S/2013/377) et qu'un cadre stratégique intégré n'a pas encore été élaboré pour le Mali compte tenu de la date de création de la Mission.
10 évaluations stratégiques intégrées des missions visant à examiner les concepts d'opérations, les modalités, les difficultés ou les possibilités en matière d'exécution des mandats, et à faire des recommandations	4	Évaluations stratégiques intégrées ont été réalisées. Elles portaient sur 2 missions (MONUSCO et ONUCI), sur le Mali (évaluation préalable à la création de la MINUSMA) et sur la Somalie (appui à l'AMISOM).

13 évaluations techniques intégrées visant à fournir des directives générales et une assistance aux opérations de maintien de la paix et à l'UNSOA sur les questions de planification et d'exécution des mandats	Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de l'utilisation plus fréquente d'évaluations techniques ciblées ou portant sur une question précise pour examiner l'exécution des mandats et les ressources.
Révision de 1 directive à la suite de l'examen en cours des directives relatives à la planification des missions intégrées	13 Évaluations techniques intégrées ou ciblées ont été réalisées pour 7 opérations de maintien de la paix.
1 atelier sur la planification des missions intégrées, organisé à l'intention d'au moins 20 fonctionnaires des missions et du Siège, animé conjointement avec d'autres départements, organismes, fonds ou programmes	1 Le nouveau dispositif d'évaluation et de planification intégrées, remplaçant les directives relatives à la planification des missions intégrées, a été approuvé par le Secrétaire général.
1 atelier sur les problématiques politiques et opérationnelles du maintien de la paix à l'intention des chefs des composantes affaires politiques de 13 opérations de maintien de la paix	1 Atelier a été organisé; 39 spécialistes de la planification issus de diverses missions y ont participé.
4 notes consultatives sur l'élaboration de la doctrine de la force africaine en attente dans des domaines tels que la constitution des forces, la formation et le commandement et contrôle	1 Atelier a été organisé.
	4 Notes consultatives ont été produites au sujet de la mise en place de la force africaine en attente, y compris la capacité africaine de réponse immédiate aux crises, visant à fournir un bilan actualisé, à identifier les principaux obstacles qui persistent quant à sa mise en œuvre et à proposer des solutions afin de la rendre opérationnelle.

#### d) Bureau des affaires militaires

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
8 exposés à l'intention d'États Membres, d'organisations régionales et d'instituts du maintien de la paix sur les contributions au maintien de la	12	Exposés ont été faits. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions

paix, le renforcement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix, la protection des civils et l'évolution des besoins opérationnels, afin de susciter un appui aux démarches stratégiques et opérationnelles dans les opérations de maintien de la paix

28 comptes rendus, sur demande du Conseil de sécurité, sur des changements attendus ou non, des situations de crise ou des changements de mandat dans les opérations de maintien de la paix

10 rapports d'analyse stratégique sur les aspects militaires des grands changements opérationnels survenant dans les missions de maintien de la paix et sur les zones de conflit en évolution

23 comptes rendus aux pays qui fournissent des contingents sur les aspects militaires des opérations de maintien de la paix, notamment les opérations et les plans, les besoins en matière de forces, les règles d'engagement, la constitution des forces, les évolutions prévues, les situations de crise, les changements apportés aux mandats et l'évaluation des menaces

en raison de la situation de crise en République arabe syrienne et de la planification et de la création de la MINUSMA et de la brigade d'intervention de la MONUSCO.

13 Comptes rendus du Comité d'état-major ont été produits.

25 Comptes rendus formels ont été présentés au Conseil de sécurité et aux pays qui fournissent des contingents

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des situations de crise en République arabe syrienne et en République démocratique du Congo et de la planification et de la création de la MINUSMA. En outre, le Comité d'état-major a chargé le Bureau des affaires militaires des comptes rendus préalable et postérieur au déploiement concernant les études des moyens militaires.

13 Rapports d'analyse stratégique ont été établis sur les opérations de maintien de la paix faisant face à de grands changements. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des analyses supplémentaires effectuées sur la situation au Mali et en République arabe syrienne.

33 Comptes rendus informels ont été faits aux pays qui fournissent des contingents.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la situation de crise en République arabe syrienne, de la planification et de la création de la MINUSMA, du déploiement de la brigade d'intervention de la MONUSCO et de la mise en place du Système de forces et moyens en attente des Nations Unies, nouvelle base de données électronique portant sur les unités et le personnel militaires prêts à être déployés dans les opérations de maintien de la paix.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 concepts d'opérations stratégiques militaires pour des opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou ayant connu une transformation importante, et approbation de nouvelles règles d'engagement (ou de règles largement modifiées) pour 5 opérations de maintien de la paix	5	Concepts d'opérations stratégiques militaires ont été élaborés.  En outre, un appui a été apporté en vue de l'examen du concept d'opérations militaire élaboré par la CEDEAO pour la MISMA.
4 exposés présentés dans leur capitale à des pays qui fournissent des contingents, s'appêtent à le faire ou l'envisagent, offrant des conseils militaires sur les besoins opérationnels particuliers d'opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou connaissant une transformation importante	6	Exposés ont été présentés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la création de la MINUSMA.
Élaboration ou révision de concepts d'opérations militaires, de règles d'engagement et de listes des besoins en matière de forces pour des opérations de maintien de la paix nouvellement ou ayant connu une transformation, et pour une opération susceptible de voir le jour	Oui	Les concepts d'opérations militaires, règles d'engagement et listes des besoins en matière de forces de 7 opérations de maintien de la paix ont été élaborés ou révisés.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 rapports d'analyse stratégique ou d'évaluation globale sur les composantes militaires de 5 opérations de maintien de la paix	5	Rapports d'analyse stratégique ou d'évaluation globale ont été produits.
10 rapports d'évaluation, y compris antérieure au déploiement, des capacités des pays fournissant des contingents	8	Rapports d'évaluation, y compris antérieure au déploiement, ont été produits.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait que les pays fournissant des contingents n'étaient pas prêts à recevoir des visites d'inspection avant déploiement et que l'ordre de priorité des activités prévues a été revu en fonction de la charge de travail, notamment celle liée à la MINUSMA.
13 rapports actualisés d'évaluation des menaces pesant sur les opérations militaires dans les contextes de maintien de la paix	13	Rapports actualisés d'évaluation des menaces ont été produits.
Conférence des chefs des composantes militaires de toutes les opérations de maintien de la paix	Oui	La conférence des chefs des composantes militaires a eu lieu.

3 stratégies ou documents directifs sur l'emploi de la force, l'évaluation de la disponibilité opérationnelle et les normes d'aptitude et de formation pour les bataillons d'infanterie dans les opérations de maintien de la paix

1 Jeu de normes d'aptitude et de formation pour les bataillons d'infanterie a été publié parallèlement à la parution du *Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies*.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu en fonction de la charge de travail. Les autres documents devraient être publiés durant l'exercice en cours.

### e) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
44 exposés sur des questions relatives à la police (18), à la justice et à l'administration pénitentiaire (6), aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (10) et à la réforme du secteur de la sécurité (10), devant des organes délibérants, des États Membres, des groupes d'amis et des pays fournisseurs d'effectifs de police	45	Exposés ont été faits concernant la justice et l'administration pénitentiaire (6), la réforme du secteur de la sécurité (10), la police (18), le désarmement, la démobilisation et la réintégration (11).
Contribution à 45 rapports du Secrétaire général et autres documents émanant du Conseil de sécurité et des organes délibérants, sur des questions relatives à la police, à la justice, à l'administration pénitentiaire, aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, à la lutte antimines et à la réforme du secteur de la sécurité	120	Rapports ont reçu des contributions sur la justice et l'administration pénitentiaire (19), la lutte antimines (23), la réforme du secteur de la sécurité (11), la police (49, dont 33 concernant des missions déterminées et 16 des questions transversales), les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (18).  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison de la création de la MINUSMA et de l'augmentation du nombre de rapports transversaux demandés par les organes délibérants.
10 exposés aux États Membres, organes intergouvernementaux, groupes d'amis, groupes régionaux et institutions spécialisées, sur l'exécution améliorée des mandats sur le terrain dans le cadre d'une démarche de partenariat dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	31	Exposés ont été présentés aux États Membres, aux organes intergouvernementaux et à d'autres partenaires.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des efforts supplémentaires faits par le Département pour renforcer la coordination et les partenariats dans ce domaine.

4 exposés devant des États Membres ayant détaché des juristes et des spécialistes des questions pénitentiaires, sur les activités visant à appuyer et renforcer les systèmes judiciaires et pénitentiaires dans le maintien de la paix	4 Exposés ont été faits.
16 exposés devant des États Membres, des organes délibérants et autres organisations intergouvernementales, sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les opérations de maintien de la paix	16 Exposés ont été faits.
Exposés spécifiques devant 4 États Membres visant à renforcer les connaissances stratégiques sur toutes les questions de police dans les activités de maintien de la paix et à encourager les policiers à contribuer aux opérations de maintien de la paix	4 États Membres ont bénéficié d'exposés spécifiques.
15 exposés devant des pays fournisseurs de forces de police, des groupes d'amis et/ou des organisations régionales, sur des questions de politique générale et de formation, les initiatives spéciales et/ou les questions transversales relatives à la police et autres forces de l'ordre dans les opérations de maintien de la paix	15 Exposés ont été faits.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
8 exposés devant des États Membres, des organismes, des fonds et programmes, des organisations régionales et sous-régionales et des institutions/organisations spécialisées, sur la mise en œuvre des forces permanentes, la fourniture de ressources, la répartition des tâches et le renforcement de capacités spécialisées pouvant être déployées rapidement, dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	8	Exposés ont été faits.
9 rapports de fin de mission sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques, ainsi que sur l'appui en cours (1 composante police, 3 composantes justice, 3 composantes administration pénitentiaire et 2 composantes réforme du secteur de la sécurité) des opérations de maintien de la paix nouvelles ou existantes	7	Rapports de fin de mission ont été produits, sur des questions relatives à la police (2), à la justice (1), à l'administration pénitentiaire (2), à la réforme du secteur de la sécurité (2).  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait du déploiement de 2 corps permanents de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires au Mali.



28 exposés devant des États Membres sur les questions de police dans les opérations de maintien de la paix et sur les impératifs de déploiement rapide de personnel de police hautement qualifié

2 évaluations de la composante lutte antimines dans des opérations de maintien de la paix nouvelles ou reconfigurées

32 Exposés ont été faits.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison des 2 exposés supplémentaires demandés par des États Membres.

2 Évaluations ont été réalisées.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
6 conférences visant à donner des orientations, échanger des informations, partager les meilleures pratiques, examiner les objectifs stratégiques, améliorer la coordination et définir clairement le rôle et les responsabilités des chefs des composantes état de droit et institutions chargées de la sécurité	5	Réunions/conférences ont eu lieu.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car les réunions de chefs de composantes police sont devenues bisannuelles.
3 notes stratégiques sur l'exécution du mandat dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, notamment le cas échéant l'établissement des priorités pour les opérations de maintien de la paix en phase de transition	3	Notes/câbles ont été produits.
46 rapports d'appui technique ou stratégique, d'examen ou d'évaluation (12 pour la police; 14 pour la justice et l'administration pénitentiaire; 5 pour la réforme du secteur de la sécurité; 7 pour les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration; 8 pour la lutte antimines) relatifs à l'exécution des mandats ayant trait à l'état de droit dans les opérations de maintien de la paix	32	Rapports ont été produits sur la police (5); la justice (3) et l'administration pénitentiaire (4); la réforme du secteur de la sécurité (4); les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (5) et la lutte antimines (11).  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait des changements apportés aux priorités dans les activités programmées.
3 documents d'orientation et outils de formation pour le personnel judiciaire et pénitentiaire	3	Guides/manuels ont été produits.
1 module de formation pilote sur la réforme du secteur de la sécurité, basé sur une 1 note d'orientation technique intégrée élaborée en consultation avec l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité	1	Module de formation sur la gouvernance dans le secteur de la sécurité a été mis au point.
1 instruction permanente, 1 étude des enseignements tirés et/ou 1 note d'orientation sur les aspects opérationnels clefs des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration	2	Séries d'instructions permanentes (15 documents au total) applicables à la MONUSCO et la MINUSS ont été mises au point.

6 vidéoconférences interorganismes coprésidées avec le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, visant à élaborer des orientations et partager les meilleures pratiques

Élaboration ou révision, selon le cas, des plans opérationnels de la police, des instructions permanentes et des concepts opérationnels pour 3 composantes de police des opérations de maintien de la paix

Procédures d'évaluation, de sélection, de tests et d'inspection en vue de la délivrance de certifications à des fonctionnaires et officiers de police ou à du matériel des unités de police constituées de 47 États Membres, en vue de leur déploiement pour des opérations de maintien de la paix

9 Vidéoconférences interinstitutions coprésidées (8) et retraite (1) ont été organisées.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des discussions nécessaires sur la disponibilité limitée des financements pour les activités envisagées par le Groupe de travail pendant la période considérée.

5 Documents de planification ont été élaborés ou révisés.

59 Pays fournisseurs d'effectifs de police ont participé à l'initiative.

#### f) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
3 exposés présentés aux États Membres dans leurs capitales respectives sur de nouvelles problématiques transversales du maintien de la paix	4	Exposés ont été présentés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison de la demande d'un État Membre faite à l'occasion d'une visite effectuée dans sa capitale pour d'autres motifs.
2 exposés informels devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 10 entretiens bilatéraux avec des États Membres qui en avaient fait la demande, sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes	2 10	Exposés ont été présentés. Entretiens bilatéraux ont eu lieu.
13 exposés et un rapport au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, sur des questions prioritaires de politique et de réforme, notamment le renforcement des capacités et la formation, la protection des civils, le commandement et le contrôle, les premières phases de la consolidation de la paix dans les opérations de maintien de la paix,	28	Exposés ont été présentés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires émanant d'États Membres.

les partenariats pour le maintien de la paix, la protection des enfants, la problématique hommes-femmes, le VIH/sida et les transitions

7 exposés aux États Membres et aux groupes de réflexion sur l'état d'avancement et l'avenir de l'application de l'initiative Horizons nouveaux et sur des questions thématiques transversales, notamment la protection des civils, le renforcement des capacités et la transversalisation de la problématique hommes-femmes

3 exposés devant le Conseil de sécurité sur la protection des civils, la protection des enfants, et la problématique hommes-femmes

5 ateliers/exposés à l'intention d'experts techniques des États Membres et des partenaires afin d'élaborer des orientations, formations et politiques nouvelles ou actualisées sur le renforcement des capacités, la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, les principales responsabilités des spécialistes des affaires civiles, la gestion des connaissances et la protection des enfants

10 Exposés ont été faits.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires formulées par des États Membres.

7 Exposés ont été faits.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires formulées par le Conseil de sécurité.

14 Exposés ont été faits, sur les affaires civiles (3), la gestion des connaissances (8), les normes de capacités (2) et la protection des civils (1).

5 Ateliers ont été organisés en vue d'élaborer des orientations, des formations et des politiques nouvelles ou actualisées sur la problématique hommes-femmes et la protection des enfants.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires formulées par des États Membres.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Projet de mécanisme permettant à l'Union européenne de fournir des formes d'appui clairement définies à la planification et aux premières phases de déploiement des opérations de maintien de la paix	Oui	Des projets ont été élaborés en coordination avec l'Union européenne concernant les modalités de planification conjointe du lancement des opérations de l'Union européenne à l'appui des opérations de maintien de la paix.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 exposés pour des institutions nationales ou régionales de formation au maintien de la paix, des cercles de réflexion et des instituts chargés de formuler les politiques en matière de maintien de la paix, sur des questions thématiques transversales, l'élaboration de politiques, les activités de mise en œuvre et les nouvelles questions stratégiques ayant une incidence sur le maintien de la paix	10	Exposés/communications ont été présentés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes d'exposés supplémentaires.
10 exposés pour des institutions financières internationales, des organisations et des ONG internationales et régionales, à leur demande, sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes	13	Communications/exposés ont été présentés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes d'exposés supplémentaires.
Accord avec la Banque mondiale pour des initiatives ou des projets pilotes communs à mettre en œuvre dans 2 opérations de maintien de la paix	2	Accords ont été conclus : en République démocratique du Congo, la MONUSCO et la Banque mondiale ont appuyé ensemble l'élaboration d'un plan de consolidation de la paix pour l'ouest du pays.  Au Libéria, la MINUL et la Banque mondiale ont appuyé et facilité ensemble le transfert des responsabilités de la Mission en matière de sécurité aux autorités libériennes, en effectuant un examen des dépenses publiques et une évaluation des besoins du secteur de la sécurité.
1 note d'orientation relative à la collaboration des missions de maintien de la paix des Nations Unies avec le PNUD sur les questions de maintien de la paix	1	Politique a été définie pour l'ensemble de l'Organisation au sujet des transitions opérées par l'ONU dans le contexte de la réduction des effectifs et du retrait des missions.
6 rapports d'évaluations, dont 4 axées sur des missions et 2 évaluations thématiques	5	Évaluations ont été réalisées, dont 2 axées sur des missions et 3 sur des thèmes particuliers.  Le nombre d'évaluations axées sur des missions a été inférieur aux prévisions parce que l'évaluation de la MINUSS a été reportée à la période en cours alors qu'elle avait été initialement programmée au moment de l'examen biennal du mandat de la mission.
6 documents d'analyse sur de nouvelles questions relatives au maintien de la paix	5	Documents d'analyse et 1 projet de rapport de consultation ont été produits.

Définition des compétences exigées et formulation de normes et orientations pour 2 fonctions de maintien de la paix

10 rapports sur les enseignements tirés des différentes missions en matière de politique, planification, réforme, opération et intégration dans la perspective de l'initiative Horizons nouveaux et autres priorités du Département

3 nouveaux réseaux de praticiens pour les opérations de maintien de la paix, 2 examens des fonctions des spécialistes des meilleures pratiques (civiles et militaires) et 1 examen de la politique de partage des connaissances du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions concernant les opérations de maintien de la paix

16 évaluations techniques et rapports d'appui concernant l'application des orientations et des enseignements tirés des opérations de maintien de la paix, notamment au sujet des violences sexuelles en temps de conflit, des projets à effet rapide, des affaires civiles, de la protection des civils et de la problématique hommes-femmes

5 ateliers destinés aux responsables et coordonnateurs des thèmes suivants : meilleures pratiques, protection de l'enfance, affaires civiles, VIH/sida, égalité entre les sexes, aux fins de partage des connaissances et de formation

Synthèse trimestrielle des principaux enseignements tirés et des meilleures pratiques pour les hauts responsables des opérations de maintien de la paix, et 35 bulletins d'information électroniques pour les opérations de maintien de la paix concernant de nouveaux produits de gestion des connaissances

3 sessions de formation des formateurs au maintien de la paix issus des États Membres, 8 procédures de validation de formation et 1 exercice d'équipe mobile de formation à l'appui de la formation préalable au déploiement fournie par les États Membres au personnel militaire et policier des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et 5 cours avancés d'encadrement pour les cadres provenant des États Membres et des opérations de maintien de la paix

2 Fonctions de maintien de la paix ont fait l'objet de définitions; *Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies* et *Manuel de formation à l'usage des officiers d'état major*

9 Rapports sur les enseignements tirés des différentes missions ont été produits.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de l'augmentation des ressources nécessaires pour terminer les 9 rapports.

3 Réseaux de praticiens ont été créés.

2 Examens des fonctions des spécialistes des meilleures pratiques (civiles et militaires) ont été faits.

Non L'examen de la politique de partage des connaissances concernant les opérations de maintien de la paix a été reporté à l'exercice en cours en raison d'un conflit de priorités.

16 Évaluations techniques et rapports d'appui ont été produits.

5 Ateliers ont été organisés.

4 Bulletins d'information sur la gestion des connaissances ont été publiés.

35 Bulletins d'information électroniques ont été produits sur les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les directives générales.

3 Sessions de formation ont été dispensées à 90 formateurs au maintien de la paix issus des États Membres.

6 Visites de validation des programmes de formation ont été faites.

3 Visites ont été faites à des équipes mobiles de formation.

3 Cours d'encadrement ont été organisés à l'intention de hauts responsables.

<p>1 session de formation des formateurs à l'intention des agents du centre intégré de formation du personnel des missions, et 24 stages de formation préalable au déploiement de civils</p>	<p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions pour les visites aux équipes de formation du fait de demandes de validation moins nombreuses que prévu de la part des États Membres et de demandes plus nombreuses pour l'appui à la formation.</p> <p>1 Le Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources s'est déroulé comme prévu.</p> <p>1 Session de formation de formateurs a été organisée.</p> <p>21 Stages de formation préalable au déploiement de civils ont été organisés.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de la diminution du nombre d'agents déployés pour qui la formation est obligatoire.</p>
<p>1 nouvelle norme de formation pour le personnel civil du maintien de la paix, dans un domaine d'activité du maintien de la paix</p>	<p>1 Nouvelle norme de formation a été définie.</p>

## B. Département de l'appui aux missions

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

#### a) Bureau du Secrétaire général adjoint

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>95 communications à l'Assemblée générale, aux organes délibérants, au Conseil de sécurité et aux organisations régionales sur des questions ayant trait à l'appui aux missions, notamment les projets, les progrès réalisés et les résultats obtenus dans l'exécution de la stratégie globale d'appui aux missions</p>	<p>96</p>	<p>Communications ont été présentées.</p>
<p>10 exposés sur des questions relatives au maintien de la paix et à l'appui aux missions lors de conférences, séminaires et autres forums publics</p>	<p>12</p>	<p>Exposés ont été faits.</p> <p>Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des exposés supplémentaires demandés par des forums publics.</p>

8 déplacements dans des pays qui sont les plus gros bailleurs de fonds ou les principaux fournisseurs d'effectifs militaires ou de personnel de police, ou dans d'autres États Membres pour débattre de questions relatives à l'appui aux missions, ou fournir des conseils en la matière

Rapport d'activités annuel, avec notamment des propositions concernant l'application du nouveau modèle d'appui pour la prestation des services sur le terrain

45 réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies et 11 rapports récapitulatifs sur la suite donnée aux 1 242 recommandations formulées par les organes de contrôle

4 rapports d'analyse statistique sur tous les types d'affaires examinées par une commission d'enquête dans toutes les opérations sur le terrain

8 Déplacements ont été faits.

Oui Le troisième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/67/633) a été publié.

68 Réponses récapitulatives ont été établies.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des changements apportés à la structure du BSCI, le Groupe de l'application des recommandations d'audit du Département de l'appui aux missions ayant été prié de rédiger des réponses aux projets de rapports et aux rapports finaux d'audit interne, d'inspection et d'évaluation.

24 Rapports récapitulatifs ont été établis sur la suite donnée aux 1 181 recommandations formulées par les organes de contrôle.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des changements apportés à la structure du BSCI, le Groupe de l'application des recommandations d'audit du Département de l'appui aux missions ayant été prié d'établir des rapport trimestriels, et non plus semestriels, sur la suite donnée aux recommandations prioritaires du BSCI.

2 Rapports d'analyse statistique ont été établis.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de l'augmentation imprévue du nombre d'affaires examinées par des commissions d'enquête au Siège, qui a nécessité de réorienter des ressources vers la coordination des réunions des commissions.

Le Département a appuyé les réunions et les procédures relatives à quatre affaires examinées par des commissions d'enquête pendant la période considérée, contre deux affaires en 2011/12.

10 communications aux États Membres et aux organisations non gouvernementales sur la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie d'ensemble visant à éliminer l'exploitation et la violence sexuelles, ainsi que d'autres formes de comportement répréhensible, dans les opérations de maintien de la paix

2 réunions du Groupe de travail interorganisations pour la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, afin de fournir des orientations stratégiques sur les activités visant à traiter le problème, notamment la mise en place d'une stratégie d'assistance aux victimes

21 Communications ont été faites.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait d'un suivi plus étroit avec les États Membres pour la gestion des affaires disciplinaires.

4 Réunions du Groupe de travail ont eu lieu.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car le Groupe de travail a été plus sollicité que prévu.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
12 exposés aux missions permanentes sur des questions d'appui relatives à l'AMISOM	14	Exposés ont été faits. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait des exposés supplémentaires demandés par les États Membres suite au nouveau mandat de l'AMISOM.

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 déplacements auprès d'opérations de maintien de la paix et à l'UNSOA pour évaluer les progrès accomplis et donner des directives aux responsables des missions sur les questions d'appui liées à l'exécution du mandat des missions concernées	11	Déplacements ont été faits.
12 déplacements dans des sites d'opérations hors siège pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions	11	Déplacements ont été faits auprès de 6 opérations de maintien de la paix.
52 consultations avec des cadres supérieurs d'opérations de maintien de la paix pour évaluer les principales composantes d'appui afin d'examiner les questions opérationnelles relatives à l'exécution des mandats	51	Consultations ont été conduites avec des cadres supérieurs.



3 visites de prospection auprès d'États Membres, d'organisations professionnelles, gouvernementales et non gouvernementales et d'organismes, de fonds et de programmes des Nations Unies afin d'enrichir la réserve de candidats aux postes de direction des missions et d'atteindre les objectifs de l'Organisation en matière de représentation des femmes et des hommes et de répartition géographique

1 atelier à l'intention des interlocuteurs désignés pour les audits dans les opérations hors siège, concernant les procédures d'audit, ainsi que les mesures à prendre pour améliorer la qualité de la suite donnée aux conclusions et recommandations d'audit et assurer l'application effective des recommandations d'audit

8 déplacements auprès d'opérations hors siège afin d'examiner les dispositifs de contrôle interne dans des zones à haut risque recensées dans les rapports des organes de contrôle

Orientation stratégique pour la tenue des examens d'auto-évaluation des dispositifs de contrôle interne des opérations hors siège, à partir des conclusions et recommandations énoncées dans 127 rapports des organes de contrôle, dont le Comité des commissaires aux comptes, le Corps commun d'inspection et le BSCI

6 déplacements auprès d'opérations hors siège pour appuyer les activités des commissions d'enquête et sensibiliser les responsables des missions aux procédures de ces commissions

4 déplacements auprès d'opérations de maintien de la paix afin de fournir une assistance et des conseils techniques aux responsables et au personnel chargé des questions de déontologie et de discipline, sur la stratégie à employer pour traiter les affaires d'exploitation et atteintes sexuelles et autres conduites répréhensibles

350 allégations de faute traitées afin de permettre aux autorités compétentes de prendre les mesures disciplinaires pertinentes

2 Visites de prospection ont eu lieu.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait du changement de priorité des activités compte tenu de la charge de travail correspondante et de la disponibilité des ressources.

1 Atelier a été organisé à l'intention de 27 interlocuteurs désignés pour les audits dans 10 opérations de maintien de la paix.

1 Déplacement a été effectué.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait du changement de priorité des activités compte tenu de la charge de travail correspondante et de la disponibilité des ressources.

Oui Une orientation stratégique a été fournie pour 15 examens d'auto-évaluation effectués dans des opérations de maintien de la paix, sur la base de l'ensemble des 108 rapports des organes de contrôle.

1 Déplacement a été effectué.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait du changement de priorité des activités compte tenu de la charge de travail correspondante et de la disponibilité des ressources.

3 Déplacements ont été effectués.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait du changement de priorité opéré pour répondre aux besoins croissants des commissions d'enquête du Siège.

295 Allégations de faute ayant fait l'objet de rapports d'enquête ont été traitées et renvoyées devant les États Membres, le Bureau des affaires juridiques, le Bureau de la gestion des ressources humaines, ou le PNUD pour sanctions disciplinaires.

<p>Enregistrement et suivi dans le Système de suivi des fautes professionnelles de 300 allégations de catégorie I et de 900 allégations de catégorie II dans les opérations de maintien de la paix</p>	<p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car le personnel des missions est mieux sensibilisé aux questions de déontologie et de discipline.</p> <p>216 Allégations de catégorie I ont été enregistrées et suivies.</p> <p>680 Allégations de catégorie II ont été enregistrées et suivies.</p>
<p>Disculpation de candidats visés antérieurement par des allégations de comportement répréhensible, à raison de 10 par jour en moyenne, pour affectation à des opérations de maintien de la paix</p> <p>190 délégations de pouvoir en matière d'achats sont gérées sur le terrain, notamment celles qui ont été octroyées aux directeurs et chefs de l'appui aux missions</p>	<p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car le personnel des missions est mieux sensibilisé aux questions de déontologie et de discipline.</p> <p>10 Candidats ont été disculpés, en moyenne par jour.</p> <p>209 Délégations de pouvoir ont été gérées, notamment les nouvelles délégations en matière d'achats destinés aux missions.</p>
<p>4 déplacements auprès d'opérations hors siège, notamment avec le Département de la gestion, afin d'examiner l'exercice de la délégation de pouvoir en matière d'achats et les procédures d'achats destinés aux missions, en vue de faire des recommandations et propositions visant à remédier aux déficiences, rationaliser les opérations et améliorer l'appui fourni sur le terrain</p>	<p>Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait que certaines personnes avaient reçu plus d'une délégation de pouvoir pendant l'exercice considéré.</p> <p>1 Déplacement a été effectué.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de changement de priorité des activités compte tenu de la charge de travail correspondante et de la disponibilité des ressources pour les voyages.</p>
<p>Assistance technique, fournie par un minimum de 2 groupes de travail/équipes spéciales, afin d'améliorer l'appui aux achats destinés aux opérations de maintien de la paix</p>	<p>Oui Une assistance technique a été fournie, et le personnel du Bureau du Secrétaire général adjoint a participé aux travaux du groupe de travail chargé du système électronique du Comité des marchés et du groupe de travail commun du Département de l'appui aux missions et du Département de la gestion sur le document révisé relatif à la délégation de pouvoir en matière d'achats, publié à l'usage des missions en août 2012.</p>

## b) Division du budget des finances des missions

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de toutes les demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour les opérations de maintien de la paix concernées	2 574	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents ont été traitées.
	208	Demandes au titre des lettres d'attribution ont été traitées.
	124	Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été traitées.
Conseils dispensés à toutes les opérations hors Siège et missions permanentes auprès de l'ONU de pays fournissant des contingents et du personnel de police sur les questions de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	Oui	Des confirmations officielles et des conseils ont été fournis à toutes les opérations hors Siège concernant le remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et les droits à indemnisation en cas de décès ou d'invalidité.
Achèvement des négociations portant sur 18 mémorandums d'accord avec de nouveaux pays fournissant des contingents et du personnel de police déployés dans des missions nouvelles ou en place, et sur 100 amendements à des mémorandums existants concernant le remboursement de matériel appartenant aux contingents	27	Mémorandums d'accord ont été négociés ou sont en cours de négociation.
	124	Amendements ont été examinés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la mise en place de la nouvelle brigade d'intervention au sein de la MONUSCO, de la création de la MINUSMA, et de la prorogation du mandat de la MINUSS.
13 communications aux États Membres sur les règles et les procédures relatives au remboursement du matériel appartenant aux contingents	17	Communications ont été faites.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de l'arrivée de nouveaux conseillers auprès des missions permanentes à New York.
3 communications aux États Membres sur la stratégie globale d'appui aux missions, documentation à l'appui	3	Communications ont été faites.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de plans de ressources et de prévisions de dépenses lorsque le Conseil de sécurité décide de créer ou de renforcer une opération de maintien de la paix	3	Évaluations préliminaires des incidences financières ont été fournies au Conseil de sécurité pour la MINUSMA, la FISNUA et la MONUSCO, conformément à la déclaration du Président du Conseil en date du 5 août 2009 (S/PRST/2009/24).
	2	Demandes d'engagement de dépenses ont été faites au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux fins de l'appui à des missions nouvellement créées ou dont le mandat a été prorogé par le Conseil de sécurité (MISNUS et MINUSMA).
	1	Demande d'engagement de dépenses avec mise en recouvrement a été faite à l'Assemblée générale aux fins de l'appui à la MINUSMA.
	2	Fonds d'affectation spéciale ont été créés, l'un aux fins de l'appui à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) et l'autre aux fins de l'appui à la paix et à la sécurité au Mali.
	19	Accords relatifs aux contributions ont été négociés avec des donateurs.
Application du plan de financement normalisé pour l'analyse de la structure des dépenses	Oui	L'amélioration du plan de financement normalisé a porté sur un bilan des enseignements tirés de l'expérience de l'application du plan au moment du démarrage de la MINUSS et sur l'intégration de modifications visant à favoriser une plus grande réactivité et une meilleure applicabilité à un plus grand nombre de situations.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration, à l'intention de l'ensemble des opérations hors Siège, de directives communes régissant l'élaboration des projets de budget et des rapports sur leur exécution, la tenue des comptes et l'établissement des états financiers, ainsi que la gestion des ressources disponibles	Oui	Une plus grande attention a été accordée aux orientations stratégiques destinées aux missions et à la mise en place de la procédure budgétaire révisée pour les opérations de maintien de la paix, y compris la publication d'un examen des priorités et d'orientations stratégiques en coordination avec le Contrôleur.

Le Département de l'appui aux missions et le Département des opérations de maintien de la paix ont coordonné le recensement de 116 priorités en matière de dotation en ressources essentielles pour appuyer les orientations stratégiques destinées aux missions.

Le Département de l'appui aux missions a publié à l'usage des missions des instructions destinées à guider l'élaboration et l'examen des budgets et des rapports sur leur exécution.

Des gains d'efficacité de 5 % au titre de la consommation de carburant et du coût moyen des rotations de personnel ont été recensés et pris en compte lors de l'élaboration du budget des missions de maintien de la paix 2012/13.

Le premier rapport consolidé sur l'exécution du budget (2011/12) pour le Centre de services régional d'Entebbe a été établi.

Une nouvelle structure de gouvernance pour l'élaboration du Manuel des coûts et coefficients standard a été mise en place sous l'autorité du Groupe de l'utilisation rationnelle des ressources.

3 ateliers régionaux consacrés aux règles d'établissement des rapports financiers en fin d'exercice ont été organisés pour les missions.

En plus du produit prévu, des directives et des instructions correspondant aux activités de mise en application des normes IPSAS, dont l'actualisation des directives permanentes destinées à orienter le personnel des missions au sujet de la mise en conformité avec les normes IPSAS, ont été élaborées.

Des systèmes et modèles améliorés de collecte, d'enrichissement et de nettoyage des données relatives aux actifs des missions ont été élaborés.

L'équipe chargée du suivi de la mise en application des normes IPSAS dans les missions a été créée et envoyée sur le terrain, et elle s'est rendue dans toutes les missions.

Des programmes de formation de formateurs sur les normes IPSAS ont été conçus pour les missions et le Département de l'appui aux missions.

Définition de niveaux de référence pour les principales ressources matérielles et élaboration d'un cadre d'analyse transversale destiné à améliorer le rapport coût-efficacité de ces ressources	Oui	Le cadre de gestion des ressources stratégiques, sur lequel se fonde la rationalisation des dépenses, a été élargi en cours d'exercice pour intégrer l'analyse des tendances du tableau de bord de la dotation en ressources des missions; une méthode d'analyse coûts-bénéfices a été conçue et appliquée; et des outils d'analyse généraux utiles pour l'examen des effectifs civils ont été élaborés.
10 tournées dans les missions, destinées à les aider à établir leurs projets de budget, à évaluer les ressources dont elles ont besoin et à mettre en œuvre les mesures de gestion financière importantes	8	Tournées d'appui à 7 opérations de maintien de la paix ont été effectuées.
	2	Tournées sur le terrain ont été faites avec la Cinquième Commission pour l'examen stratégique de la présence des Nations Unies en Somalie.
Révision du mémorandum d'accord conclu avec les Volontaires des Nations Unies de Bonn pour améliorer la rentabilité et la dotation en ressources	Exécution partielle	La révision du mémorandum d'accord a débuté et sa poursuite dépend du résultat de l'évaluation du partenariat entre le programme de Volontaires des Nations Unies de Bonn (Allemagne), et le Département.
Gestion administrative des activités financières résiduelles d'une opération de maintien de la paix en cours de liquidation – établissement des états financiers, suivi des paiements en instance et des contentieux financiers en cours et exécution des dernières démarches administratives	Oui	Des états financiers mensuels ont été produits. Les activités financières résiduelles de missions terminées ont fait l'objet d'un suivi administratif visant à régler les problèmes de facturation ainsi que les affaires de cession de matériel et de recouvrement des sommes dues.
	1	Instruction administrative pour une mission en cours de liquidation (MINUT) a été fournie.

### c) Division du personnel des missions

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Plan de gestion des effectifs comprenant une analyse stratégique du suivi des listes de candidats, une analyse de l'offre et de la demande, une étude prévisionnelle des besoins, des prévisions des tendances futures et un inventaire des domaines où les capacités sont insuffisantes	Oui	La comparaison des besoins hors Siège et des listes de candidats a permis de pallier l'insuffisance des effectifs par la publication d'avis de vacance de postes génériques et spécifiques. Cette stratégie a été élaborée à la suite de la tenue d'un atelier sur la gestion prévisionnelle des besoins en personnel avec les entités concernées du Secrétariat (Département des affaires politiques, Département des

opérations de maintien de la paix, Département de l'information, Haut-Commissariat aux droits de l'homme et Département de l'appui aux missions) et plusieurs missions.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui administratif direct (recrutement, voyages, administration des contrats, traitements, indemnités, demandes de remboursement, prestations, etc.) au titre de 49 fonctions du Système intégré de gestion pour l'ensemble des opérations et de 79 fonctions pour les opérations non investies de délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, à 7 900 fonctionnaires recrutés sur le plan international, et au titre des déplacements de 2 300 observateurs militaires et de 13 000 fonctionnaires de police	6 700	Fonctionnaires ont été recrutés sur le plan international; 18 354 notifications administratives ont été traitées dans le SIG (dont 6 948, ou 40 %, au Siège pour le compte des missions et 11 406, ou 62 %, hors Siège quand ce pouvoir a été délégué).
	625	Demandes d'autorisation de voyage ont été traitées au titre des déplacements de 1 289 observateurs militaires.
	440	Demandes d'autorisation de voyage ont été traitées au titre des déplacements de 2 370 fonctionnaires de police et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire.
		Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de la réduction d'effectifs et de la liquidation de certaines mission et de la transformation de postes de fonctionnaire international en postes d'agent recruté sur le plan national.
Organisation de 3 réunions du Comité mixte de négociation pour les missions et participation à la réunion annuelle du Comité Administration-personnel, de manière à améliorer les relations entre le personnel et l'Administration	3	Réunions ont été tenues avec le Comité mixte de négociation pour les missions (1) et le Comité directeur du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies (2).
		Des fonctionnaires de la Division ont participé à la réunion annuelle du Comité Administration-personnel.
Aide à l'organisation des carrières pour 2 000 membres du personnel des missions, par courrier électronique, et augmentation de 20 % du nombre de visites de la page de questions et réponses du site Web sur l'organisation des carrières	Oui	Une aide à l'organisation des carrières a été fournie à plus de 2 000 membres du personnel des missions. La priorité a été donnée aux missions de maintien de la paix réduisant leurs effectifs
	9 %	De visites du site Web en plus

	<p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car le site Web est hébergé sur iSeek tandis que la majorité des missions sont connectées à l'intranet des opérations de paix. La migration du site Web vers l'intranet des opérations de paix doit se faire pendant l'exercice en cours.</p>
<p>Établissement de 1 modèle de carrière pour le poste de chef du personnel civil et 1 modèle pour les postes de direction des missions</p>	<p>Non Le modèle est en cours de conception et devrait être mis au point pendant l'exercice en cours.</p>
<p>Organisation de 5 campagnes de recrutement à l'occasion de salons de l'emploi spécialisés et dans des États Membres, notamment les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police</p>	<p>8 Exposés explicatifs ont été présentés à 4 États Membres lors d'un atelier réunissant 3 commissions économiques régionales africaines (CEDEAO, Communauté économique des États d'Afrique centrale, et Mécanisme de coordination de la Force en attente de l'Afrique de l'Est); de 2 salons de l'emploi; et du premier salon des carrières virtuel organisé pour l'ensemble du Secrétariat et retransmis dans plus de 30 pays afin de promouvoir les emplois hors Siège et les carrières à l'ONU.</p> <p>Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions grâce à l'utilisation d'Internet et à la mise en commun des ressources avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, ce qui a permis de toucher un plus large public.</p>
<p>Établissement de 5 rapports et modèles stratégiques de suivi du recrutement du personnel des missions</p>	<p>5 Rapports et modèles ont été établis sur les thèmes suivants : rotation du personnel par famille d'emploi; rotation du personnel par mission; efficacité du recrutement à partir de listes de candidats présélectionnés; efficacité de la publication d'avis de vacance de postes génériques; représentation équilibrée des sexes et système de sélection du personnel.</p>
<p>Habilitation de 75 % des spécialistes de la gestion des ressources humaines dans le cadre du programme complet de formation et de certification en ligne, en collaboration avec une institution agréée</p>	<p>62 % Des spécialistes ont été habilités.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de plusieurs facteurs liés à l'outil et du délai relativement court de 2 semaines accordé pour chaque programme, délai insuffisant pour que les fonctionnaires hors siège terminent leur formation dans les temps. Des mesures correctives ont été prises pour que l'objectif soit atteint durant l'exercice en cours.</p>



#### d) Division du soutien logistique

**Réalisation escomptée 1.1 :** Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Application de toutes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant la gestion de la logistique qui n'avaient pas été appliquées au cours du précédent exercice	14	Recommandations sur 20 ont été appliquées.  Les 6 recommandations restantes devraient être appliquées d'ici au 30 juin 2015, conformément au calendrier initial communiqué aux commissaires aux comptes.
12 visites préalables au déploiement dans les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, pour évaluer les capacités de soutien logistique et indiquer aux États Membres les catégories de matériel majeur et matériel de soutien autonome éventuellement insuffisantes	12	Visites préalables au déploiement ont été effectuées.  2 visites consultatives sur les aspects opérationnels des missions ont été effectuées en Angola et au Cameroun, et 3 visites d'évaluation logistique ont été organisées pour appuyer la MINUSS, l'ONUCI et la MINUSMA.
12 communications sur le soutien logistique et technique présentées aux missions permanentes et aux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police	15	Communications ont été présentées.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car les demandes de la part des États Membres ont été plus nombreuses que prévu.
14 séances d'information sur le soutien sanitaire dans les opérations de maintien de la paix, organisées lors de conférences et à l'intention des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police	13	Séances d'information ont été tenues.
1 atelier technique sur la gestion des questions relatives aux frontières et la conduite d'interventions efficaces en cas de crise	1	Atelier technique a été organisé.

**Réalisation escomptée 2.1 :** Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Exécution de 100 contrats-cadres actifs de soutien logistique mis à la disposition d'opérations	108	Contrats-cadres gérés par le Siège ont été exécutés.

2 propositions concernant la phase 2 de déploiement des nouveaux assortiments de services et prestations modulaires destinés à faciliter l'application de la stratégie globale d'appui aux missions

Contribution à la formulation de 3 accords types de services communs au niveau des pays, pour arrêter les modalités de coopération et de coordination des organismes, fonds et programmes des Nations Unies qui collaborent aux missions intégrées, conformément au mandat du Groupe directeur pour une action intégrée

Production de 3 versions de la carte numérique mondiale et des nomenclatures toponymiques requises aux différentes échelles

2 Propositions concernant la phase 2 ont porté sur : les services de restauration, les opérations portuaires et le contrôle des mouvements, les transports (terrestres et aériens), l'appui aux éléments avancés et les communications stratégiques

3 Mémoires d'accord globaux concernant le partage de services ont été conclus entre l'Organisation des Nations Unies, et les organismes, fonds et programmes.

1 Carte numérique mondiale à l'échelle 1/1 000 000 a été mise à jour.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait que la priorité a été donnée à d'autres activités et que des cadres ont dû être produits pour la préparation de missions de maintien de la paix au Mali, en République arabe syrienne et en République centrafricaine.

### Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
28 évaluations techniques et inspections sur site concernant le respect des règles de sécurité aérienne et la logistique des opérations, effectuées auprès des opérateurs des services nationaux de l'aviation civile et des transporteurs et fournisseurs agréés des Nations Unies	26	Visites de contrôle de la sécurité aérienne ont été effectuées.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de la révision du rang de priorité des activités prévues en fonction des ressources disponibles pour les voyages.
Plans d'appui aux missions pour la transition de 4 opérations d'une phase à la suivante (démarrage, fonctionnement stabilisé, retrait et liquidation)	Non	Il n'y a eu aucune transition d'une phase à la suivante pendant l'exercice.
10 rapports d'évaluation technique du matériel médical dans les opérations et visites médicales préalables au déploiement dans 3 pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police	3	Rapports d'évaluation technique des missions ont été établis.
	1	Visite préalable au déploiement a été effectuée dans un pays fournisseur de contingents.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de la révision du rang de priorité des activités prévues en fonction des ressources disponibles pour les voyages.

Adoption d'une politique globale de l'eau contenant des directives pour la valorisation de la ressource, la gestion de l'approvisionnement en eau et le contrôle de la qualité de l'eau, à l'intention de toutes les opérations de maintien de la paix et du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

4 rapports sur les évaluations techniques effectuées dans les opérations hors siège pour examiner l'état d'avancement des projets de construction et de génie et contrôler la qualité des biens et services obtenus dans le cadre des contrats-cadres

Rapport d'évaluation sur l'efficacité et l'avancement des travaux concernant les systèmes d'information géographique dans 4 opérations

Exploitation d'un avion gros porteur affrété dans le cadre d'un contrat pluriannuel pour appuyer les mouvements stratégiques à l'occasion de la relève des contingents dans les opérations de maintien de la paix

1 directive de sécurité routière pour la normalisation des pratiques et 1 directive pour l'enregistrement des accidents de la route

Formulation et mise à jour des directives de 6 manuels, catalogues et guides concernant la gestion des biens, la démarcation des frontières et limites, la gestion des carburants, le matériel médical, le contrôle des mouvements et l'aviation, et de 3 documents de réflexion du Secrétariat proposant des modifications à apporter au manuel relatif au matériel appartenant aux contingents, pour examen par le Groupe de travail

Non Malgré la création d'un groupe de travail chargé de rédiger une politique globale de l'eau, la priorité a été donnée aux conseils et au suivi relatifs à la gestion des eaux usées

4 Évaluations techniques ont été réalisées, ainsi que 12 visites d'inspection auprès de fournisseurs concernant la qualité des biens et services obtenus dans le cadre des contrats-cadres.

4 Évaluations des systèmes d'information géographique ont été effectuées.

1 Contrat pluriannuel d'affrètement d'un avion gros porteur destiné aux mouvements stratégiques des contingents est entré en vigueur pendant l'exercice.

2 1 directive et 1 note d'orientation type ont été élaborées et intégrées au projet de manuel de la sécurité routière dans les missions, qui comprend une section sur l'enregistrement des accidents de la route.

2 Manuels, catalogues et guides ont été élaborés, de même que 6 guides concernant la gestion des biens et 7 documents de réflexion sur les questions médicales.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de la révision du rang de priorité des activités prévues en fonction des ressources disponibles pour les services de consultants. Ainsi, les mises à jour du manuel sur les frontières et les limites et du manuel sur le contrôle des mouvements, ainsi que la mise à jour du manuel des opérations aériennes, ont été reportées à l'exercice en cours et la mise à jour du manuel sur la gestion du carburant a été reportée à l'exercice 2014/15.

L'évaluation des indicateurs de résultats relatifs à la gestion du matériel par rapport à des données externes a été réalisée dans le cadre des services de consultance sur la gestion du matériel pour les normes IPSAS, commandités par le Département de la gestion.

La certification ISO 9001 portant sur les normes d'assurance qualité et la conformité technique des opérations aériennes, qui avait été repoussée à l'exercice 2011/12, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour 2011/12 (A/67/635, par. 35) a été réalisée.

- 3 Documents de réflexion relatifs au matériel appartenant aux contingents ont été établis. Leur élaboration a été menée à bien au cours de l'exercice en cours et ils seront soumis au Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents.

#### e) Division de l'informatique et des communications

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides d'opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui en matière d'informatique et de communications fourni aux nouvelles opérations de maintien de la paix dès leur création par le Conseil de sécurité	Oui	Les directives sur la préparation des missions intégrées pour le démarrage de nouvelles missions et l'équipe de déploiement rapide des moyens informatiques de Brindisi (Italie) pour appuyer les missions ont été appliquées et les stocks pour déploiement stratégique ont été reconstitués.

**Réalisation escomptée 3.1** : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui en matière d'informatique et de communications pour le centre d'appels, le réseau hors Siège, les applications terrain et la reprise après sinistre et la continuité des opérations fourni à toutes les opérations de maintien de la paix et à l'UNSOA	Oui	Un appui en matière d'informatique et de communications a été fourni à toutes les opérations de maintien de la paix et à l'UNSOA.
3 908 prestations de transmission audio et de visioconférence fournies aux missions, y compris l'appui technique et l'appui opérationnel courant	4 271	Prestations de transmission audio et de visioconférence ont été fournies.

Cahiers des charges et évaluations techniques pour 10 marchés portant sur les systèmes informatiques et suivi et administration de 39 marchés en cours d'exécution portant sur des services et du matériel informatique		Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la tenue des réunions de coordination et de planification nécessaires à la mise en œuvre d'Umoja et à la mise en place de la MINUSMA.
Essais et actualisation de 17 plans de reprise après sinistre de mission et exécution de 4 exercices de reprise après sinistre	Oui Les cahiers des charges et évaluations techniques pour 16 marchés portant sur les systèmes informatiques ont été établis; le suivi et la gestion de 39 marchés en cours d'exécution portant sur des services et du matériel informatiques et des contrats portant sur des systèmes informatiques passés par d'autres bureaux et gérés par la Division ont été assurés.	Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de l'élaboration de cahiers des charges et de la réalisation d'évaluations techniques supplémentaires concernant des contrats-cadres venus à expiration pendant l'exercice.
Document d'orientation sur l'optimisation et la reconfiguration du réseau satellite pour toutes les opérations de maintien de la paix et l'UNSOA afin que les liaisons satellite soient convenablement dimensionnées et configurées de façon à ce qu'elles fournissent des services de grande qualité	20 Plans de reprise après sinistre ont été actualisés et 20 exercices de reprise après sinistre ont été réalisés.	
Fourniture d'outils de communications uniformisés à 6 opérations de maintien de la paix	14 Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la préparation des missions à la mise en œuvre d'Umoja.	
Poursuite de l'élaboration de la base d'information du tableau de bord et des fonctionnalités supplémentaires du système de gestion stratégique du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, permettant d'ouvrir l'accès à une plus grande population d'utilisateurs	Oui Le document d'orientation sur l'optimisation et la reconfiguration du réseau satellite a été diffusé à toutes les missions de maintien de la paix.	
	Non Le produit prévu n'a pu être réalisé du fait de la révision du rang de priorité des activités prévues en fonction de la disponibilité des ressources.	
	Oui L'ancienne base de données utilisée pour le suivi des effectifs militaires et de police a été remplacée par une application centralisée en ligne destinée à collecter ce type de données en ligne directement auprès des missions. Par ailleurs, le tableau de bord du système de gestion stratégique a été amélioré pour que les données sur les effectifs militaires et de police y soient intégrées et supprimer le traitement manuel. La fonction de suivi des audits du système a également été améliorée.	

## C. Département de la gestion

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

#### a) Bureau du Secrétaire général adjoint

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'appui fonctionnel et services techniques de secrétariat assurés lors de 110 réunions officielles et informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, notamment des avis portant sur les procédures, 30 projets de résolution et 30 rapports de la Commission soumis pour adoption à l'Assemblée générale	159	Réunions officielles et informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix ont été tenues et des avis portant sur les procédures ont été fournis.  Par ailleurs, un grand nombre de consultations informelles consacrées au maintien de la paix ont été tenues et ont reçu un appui.
	31	Projets de résolution et de décision ont été établis et adoptés par la Cinquième Commission.
	30	Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale.
Élaboration, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission, de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation et de 25 notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix	Oui	Le programme de travail a été mis à jour en permanence – avant, pendant et à la clôture de chaque session.
	35	Notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix ont été élaborées.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car le nombre de réunions a été plus élevé que prévu.
	3	Notes ont été publiées sur l'état de préparation de la documentation de la Cinquième Commission.
Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix	Oui	2 sites Web ont été gérés et mis à jour en permanence, avec, par exemple, l'actualisation hebdomadaire et quotidienne du site Web public pendant les sessions et l'organisation, la présentation et la tenue à jour de plus de 4 667 pages d'informations supplémentaires concernant le maintien de la paix sur l'outil e-Room de la Cinquième Commission.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 90 réunions du Comité des marchés du Siège et de 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel	98	Réunions du Comité des marchés du Siège ont été tenues.
	24	Réunions du Comité central de contrôle du matériel ont été tenues.
Examen de 600 opérations d'achat et de 250 liquidations de biens par exercice	495	Opérations d'achat ont été reçues et examinées.
	358	Opérations de liquidation de biens ont été reçues et examinées.
Organisation de 20 cours de formation à l'intention des membres des comités locaux des marchés et des comités locaux de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix	23	Cours ont été organisés.
Inscription de 200 membres du personnel au cours de formation en ligne du Comité des marchés du Siège et de 200 membres du personnel au cours de formation en ligne du Comité central de contrôle du matériel	265	Fonctionnaires se sont inscrits au cours de formation en ligne du Comité des marchés du Siège.
	65	Fonctionnaires se sont inscrits au cours de formation en ligne du Comité central de contrôle du matériel.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car il y a eu moins d'inscrits que prévu au cours, le passage aux normes IPSAS étant susceptible d'entraîner des changements dans les procédures de gestion des biens et par conséquent une modification du contenu du cours de formation en ligne du Comité central de contrôle du matériel.
3 visites d'évaluation à des opérations hors Siège afin de contrôler et d'évaluer les prestations des comités locaux des marchés	5	Visites d'évaluation et de suivi ont été effectuées auprès d'opérations de maintien de la paix et du Centre de services mondial.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car les visites d'évaluation ont été associées à des visites de formation pour permettre de visiter plus de missions dans les limites des ressources existantes.
Prestation de services au secrétariat du Comité des marchés du Siège, notamment l'examen de 10 affaires et l'organisation de 1 atelier sur les pratiques optimales de ce secteur	3	Plaintes relatives à des soumissions ont été reçues et examinées.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions, l'atelier ayant été reporté dans l'attente de la soumission et de l'examen d'un grand nombre de dossiers qui permettront de recenser les

	problèmes systémiques et les meilleures pratiques.
Réalisation d'enquêtes auprès des clients pour déterminer l'efficacité des projets d'appui à la gestion mis en œuvre au profit des missions de maintien de la paix, en particulier dans les domaines de l'amélioration des modes de fonctionnement, de la gestion du changement et de la structuration organisationnelle	Oui 93 sessions d'information, stages et sessions d'examen ont été organisés pour évaluer l'efficacité des projets d'appui à la gestion mis en œuvre au profit des opérations hors Siège.
Mise en place, dans les services du Siège s'occupant du maintien de la paix, d'un programme de renforcement des capacités visant à améliorer les modes de fonctionnement et couvrant 3 domaines	3 Domaines d'activité des entités s'occupant du maintien de la paix ont été couverts : des ateliers Umoja ont été organisés au Centre de services mondial et à la FINUL; des structures de gestion de projets ont été mises en place pour déploiement pilote à la FINUL; une stratégie de communication et de collaboration a été conçue et mise en œuvre pour les missions de maintien de la paix pilotes et le groupe 1, ainsi que pour le personnel du Département de l'appui aux missions du Siège.
Rédaction, au nom du Secrétaire général, de 236 décisions motivées sur la recevabilité des demandes de contrôle hiérarchique adressées par des membres du personnel des missions et, le cas échéant, sur la conformité des décisions administratives contestées avec les règles et directives applicables	289 Décisions motivées ont été rédigées.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison du grand nombre de demandes de contrôle hiérarchique reçues.
Rédaction de 15 décisions motivées concernant les demandes de sursis à l'exécution des décisions présentées au Secrétaire général, qui concernent des affaires impliquant le licenciement d'agents de maintien de la paix	19 Décisions motivées ont été rédigées.
Recensement des problèmes systémiques se posant dans le domaine du pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix, et publication d'orientations se fondant sur les enseignements tirés des missions	9 Problèmes systémiques ont été recensés.  1 Guide des acquis de l'expérience accompagné de 5 notes stratégiques a été produit.

---

**b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité**

---

**Réalisation escomptée 1.1** : Amélioration de la qualité des rapports présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, le but étant de leur permettre de se prononcer en pleine connaissance de cause sur les questions relatives au maintien de la paix

---



<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
28 rapports sur l'exécution du budget et le projet de budget de 13 opérations de maintien de la paix en cours et du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie; 1 rapport sur l'exécution du budget de la MINUS, 1 rapport sur la liquidation des actifs de la MINURCAT et 1 rapport final sur l'exécution du budget de la MONUG	26	<p>Rapports sur l'exécution du budget et le projet de budget des missions en activité</p> <p>1 Autorisation d'engagement de dépenses pour la MINUSMA</p> <p>1 Budget révisé de la MINUT pour l'exercice 2012/2013</p> <p>2 Modalités de financement de la FNUOD et de la MINUT pour l'exercice 2012/2013</p> <p>3 Rapports sur l'exécution du budget de missions clôturées (MINUS, MINUT et MINUST)</p> <p>1 Rapport final sur l'exécution du budget de la MONUG</p> <p>1 Rapport sur la donation d'actifs de la MINUT; le rapport sur la liquidation des actifs de la MINURCAT doit être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session.</p> <p>1 Rapport</p>
1 rapport faisant le point de la situation financière actualisée de 24 opérations de maintien de la paix clôturées	1	Rapport
8 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des missions, dont l'aperçu général, le rapport sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et le rapport sur la Base de soutien logistique des Nations Unies	9	Rapports et notes
19 dossiers d'information complémentaires remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur 13 opérations de maintien de la paix en cours et le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, sur l'exécution du budget de la MINUS et de la MONUG, sur la liquidation des actifs de la MINURCAT, sur la Base de soutien logistique et sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	21	Dossiers d'information complémentaires sur 13 opérations en cours, le budget révisé et l'exécution du budget de la MINUT pour l'exercice 2012/13, l'exécution du budget de la MINUS et de la MINUST, le rapport final sur l'exécution du budget de la MONUG, les modalités de financement de la FNUOD et de la MINUT pour l'exercice 2012/13, la Base de soutien logistique des Nations Unies et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix
Examen des questions d'organes délibérants relatives à 13 opérations en cours et au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, à la Base de soutien logistique des Nations Unies, à la MINURCAT, à la MINUS, à la MONUG et au compte d'appui aux	1 530	Pages de réponses écrites aux questions posées : 869 pages de réponses aux questions posées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et 661 pages de réponses aux questions posées par la Cinquième Commission

opérations de maintien de la paix, ainsi que de questions interdisciplinaires

3 États financiers consolidés et 47 états financiers individuels accompagnés de 17 tableaux et notes relatives aux états financiers

Mise en ligne d'informations concernant la situation des contributions, y compris les récapitulatifs et les contributions mises en recouvrement non acquittées

Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'information budgétaire et financière; organisation des données et gestion des systèmes; administration des réseaux locaux

Tenue des tableaux financiers de référence du SIG; développement et perfectionnement d'applications spécialisées

Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière

3 États financiers consolidés

48 États financiers individuels

19 Tableaux

Oui Des informations concernant la situation des contributions et des récapitulatifs ont été mis en ligne sur le portail des contributions, à l'intention des États Membres et des utilisateurs du Secrétariat.

Oui Les systèmes continuent d'être mis à jour, maintenus et utilisés, et les réseaux locaux continuent à être administrés, l'appui étant rationalisé.

Oui Le SIG et les tableaux financiers de référence ont été tenus à jour et des applications spécialisées ont été conçues et tenues à jour, par exemple le système de remplacement OPICS pour la gestion de la trésorerie et des quotes-parts.

Oui La qualité des rapports de gestion financière a continué d'être améliorée.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide apportée aux opérations de maintien de la paix dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elles ont besoin	Oui	L'ONUCI a bénéficié d'une aide pour choisir une banque assurant les services bancaires dont elle a besoin.

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Contrôle de l'exercice du pouvoir financier délégué aux opérations de maintien de la paix	Oui	La révocation du pouvoir financier du personnel sortant a suivi immédiatement la délégation de ce pouvoir au personnel entrant, afin qu'il n'y ait pas de chevauchement.
Suivi des recommandations d'audit relatives à la comptabilité et au budget des opérations de maintien de la paix	Oui	Les observations et recommandations d'audit ont été examinées et analysées et l'application des mesures de suivi pertinentes a été demandée aux divisions concernées, le cas échéant.

Fourniture de conseils et d'une assistance pour déterminer les données devant servir à établir les soldes d'ouverture provisoires selon les normes IPSAS

Oui Les instructions pour l'établissement de soldes d'ouverture selon les normes IPSAS ont été publiées par les directeurs/chefs de l'appui aux missions de toutes les missions de maintien de la paix.

Après la publication d'instructions pour l'établissement de soldes d'ouverture, 3 ateliers ont été organisés à l'intention du personnel des missions, et l'équipe chargée du projet IPSAS a fourni des conseils et une assistance sur des questions concernant les comptes d'ouverture selon les normes IPSAS.

Mise en place d'un programme de formation dirigée (niveau intermédiaire et perfectionnement) à l'application des normes IPSAS

67 Séances de formation (niveau intermédiaire et perfectionnement) ont été organisées à l'intention de 578 fonctionnaires; le programme de perfectionnement sera organisé durant le présent exercice.

De plus, l'équipe chargée du projet IPSAS a organisé un programme de formation des formateurs, et ceux qui ont participé à ce programme continuent de dispenser une formation au niveau intermédiaire dans les missions.

Directives formulées à l'intention de 13 opérations de maintien de la paix et du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, de la Base de soutien logistique des Nations Unies et de 11 départements et unités administratives du Siège, sur l'établissement de projets de budget et de rapports sur l'exécution du budget, y compris sur les règles, principes et procédures de gestion financière, la budgétisation axée sur les résultats, les recommandations des organes délibérants et la création des fonds d'affectation spéciale correspondants

Oui Des instructions ont été émises aux fins de l'établissement des rapports sur l'exécution des budgets de 2012/2013 et sur les budgets de 2013/14 pour 13 missions en cours, la Base de soutien logistique des Nations Unies, le compte d'appui et la MINUT dont le mandat s'est achevé le 31 décembre 2012, et des rapports sur l'exécution des budgets de la MINUS et de la MINUST. En outre, une séance d'information a été organisée à l'intention des chefs de département et une autre à l'intention du personnel des départements et des bureaux au Siège concernant la préparation des prévisions budgétaires relatives au compte d'appui. Des directives supplémentaires ont été fournies régulièrement.

Visites effectuées dans 8 opérations de maintien de la paix pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance sur place concernant les questions budgétaires et financières

7 Visites ont été effectuées dans 5 missions de maintien de la paix et au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

Le nombre de visites a été moins élevé que prévu, la priorité ayant été accordée à d'autres activités.

Émission de 300 autorisations de financement et de 26 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs visant les opérations de maintien de la paix, le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, la Base de soutien logistique des Nations Unies, les départements et unités administratives du Siège et les fonds d'affectation spéciale relatifs aux opérations de maintien de la paix	438 Autorisations de financement 30 Autorisations relatives aux tableaux d'effectifs Le produit réalisé est supérieur aux prévisions en raison des crédits supplémentaires alloués aux fonds d'affectation spéciale et des dépenses engagées/arrangements financiers pour la FNUOD et la MINUST.
60 rapports financiers et autres communications financières adressés aux donateurs alimentant les fonds d'affectation spéciale relatifs aux opérations de maintien de la paix	11 Rapports financiers et autres communications financières ont été adressés auxdits donateurs. Le produit réalisé est inférieur aux prévisions par suite d'une réduction imprévue des dépenses pour les fonds d'affectations spéciale des missions de maintien de la paix clôturées.
Organisation et tenue de visioconférences avec les opérations de maintien de la paix, le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie et la Base de soutien logistique des Nations Unies, selon qu'il convient, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification des projets) qui se posent lors de l'établissement de la version définitive des rapports relatifs à la présentation ou à l'exécution du budget	3 Réunions d'examen de haut niveau portant sur l'établissement et l'exécution du budget pour le compte d'appui ont été organisées. 1 Téléconférence a été organisée avec la MINUL. Pour les autres opérations de maintien de la paix, toutes les questions liées à l'établissement et à l'exécution du budget ont été réglées par voie de correspondance; en conséquence, il n'a pas été nécessaire d'organiser de téléconférences.
Formation du personnel de 2 opérations de maintien de la paix à l'utilisation du mécanisme de contrôle des fonds	Non La formation a été suspendue car ce mécanisme doit être progressivement abandonné après la mise en service d'Umoja dans les missions durant le présent exercice.
Fourniture de conseils aux opérations de maintien de la paix sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, sur les conventions, procédures et pratiques comptables et sur les assurances	Oui Des directives relatives aux questions financières ont été fournies de manière continue à l'occasion de l'examen de comptes mensuels et dans le cadre de communications bilatérales. En prévision du passage aux normes IPSAS, le traitement particulier des engagements non réglés et les nouvelles procédures comptables définies pour les biens immobiliers, les immobilisations corporelles et les stocks ont été expliqués aux missions hors Siège. Des conseils sur les assurances ont été fournis de manière continue.
Organisation de programmes de formation et élaboration de directives à l'intention des services financiers des missions sur l'amélioration des dispositifs de contrôle interne et les mesures à prendre pour donner suite aux constatations d'audit	Oui Des conseils ont été fournis lors d'un atelier organisé à l'intention des chefs des services financiers des missions sur l'application des normes IPSAS et sur la manière de continuer à utiliser les autres systèmes avant la mise en

		service d'Umoja. Des avis ont aussi été dispensés sur les procédures comptables pour la mise en œuvre d'Umoja dans les missions du groupe 1.
		Des conseils ont aussi été fournis de manière continue, et des précisions et des indications ont été données sur divers thèmes tels que l'examen des créances anciennes et des passations par profits et pertes liées à l'application des normes IPSAS.
Comptabilité précise des stocks stratégiques pour déploiement rapide et amélioration des directives comptables connexes, au besoin	Oui	Les expéditions de stocks stratégiques pour déploiement rapide d'une valeur de 23,9 millions de dollars et la reconstitution des stocks à hauteur de 24,1 millions de dollars ont été correctement comptabilisées.
Traitement de 20 000 paiements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs	18 545	Paiements ont été traités.
Traitement de 10 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances	11 711	Demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances ont été traitées.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car davantage de fonctionnaires que prévu ont soumis une demande d'indemnité pour frais d'études.
Négociation et gestion de 11 contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment le contrat-cadre pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile	12	Contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix ont été négociés et établis et sont gérés.
Fourniture d'une assurance maladie et d'une assurance-vie à tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur les plans international et national qui y ont droit, et aux personnes à leur charge	13 462	Membres du personnel recruté sur le plan international et personnes à leur charge remplissant les conditions requises étaient couverts conformément aux demandes déposées.
	40 000	Membres du personnel recruté sur le plan national et personnes à leur charge ont été couverts dans les missions de maintien de la paix.
Liquidation des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation	237	Demandes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation.
	212	Demandes ont été examinées par le Comité des réclamations des Nations Unies.
	147	Demandes d'indemnisation ont été présentées à des compagnies d'assurance, examinées, traitées ou réglées au titre des polices d'assurance concernées.

<p>Traitement de 4 000 liquidations de placements effectués pour les missions de maintien de la paix conformément aux normes de la profession</p>	<p>3 201 Liquidations de placements ont été effectuées conformément aux normes de la profession.</p> <p>Le produit réalisé est inférieur aux prévisions du fait du regroupement de dépôts à terme au jour le jour dans un compte de passage.</p>
<p>Publication de 250 rapports journaliers, de 12 rapports mensuels et de 2 rapports semestriels sur la gestion des placements et de la trésorerie à l'intention des opérations de maintien de la paix</p>	<p>250 Rapports journaliers ont été publiés.</p> <p>12 Rapports mensuels ont été publiés.</p> <p>2 Rapports semestriels ont été publiés.</p>
<p>Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement et des rappels aux États Membres ayant des arriérés de contributions</p>	<p>Oui 38 avis de mise en recouvrement et 16 récapitulatifs de crédit ont été établis et envoyés en temps voulu aux États Membres.</p> <p>Des récapitulatifs détaillés concernant les arriérés de contributions ont été adressés aux États Membres.</p>
<p>Traitement de 3 000 reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix; tenue à jour d'un état précis des contributions non acquittées</p>	<p>3 084 Reçus ont été délivrés aux États Membres au titre des versements et des demandes de crédit.</p>
<p>Appui efficace apporté au Comité des contributions grâce à la fourniture au Comité de toutes les données demandées en temps voulu</p>	<p>Oui Les 11 documents, 56 documents de séance et données supplémentaires demandés par les membres du Comité ont été distribués en temps voulu.</p>
<p>Délégation aux fonctionnaires des finances des missions de maintien de la paix des pouvoirs nécessaires pour assumer les fonctions d'agent ordonnateur</p>	<p>46 Demandes de pouvoir d'ordonnancement ont été traitées.</p>
<p>Placement, conformément aux règles de l'ONU, des fonds en dollars inscrits dans les comptes des opérations de maintien de la paix</p>	<p>Oui Placement des fonds des opérations de maintien de la paix libellés en dollars des États-Unis, conformément aux instructions en vigueur à l'ONU</p>
<p>Exécution d'environ 2 600 virements électroniques, 500 achats de devises et 1 000 liquidations d'opérations de placement</p>	<p>2 370 Virements électroniques ont été effectués.</p> <p>875 Achats de devises ont été effectués.</p> <p>830 Opérations de placement ont été réglées.</p>
<p>Versement des montants correspondant à environ 83 500 bulletins de paie pour quelque 7 900 membres du personnel dont les postes sont imputés aux comptes des opérations de maintien de la paix</p>	<p>80 049 Paiements correspondant à autant de bulletins de paie ont été versés à 7 614 membres du personnel dont les postes sont imputés aux comptes des opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Comptabilisation d'environ 2 500 paiements, d'un montant total de 7 milliards de dollars, versés sur les comptes des opérations de maintien de la paix, et exécution de 650 transferts de fonds, d'un montant total de 2,5 milliards de dollars, sur les comptes bancaires des opérations de maintien de la paix</p>	<p>2 927 Paiements d'un montant de 6,4 milliards de dollars ont été enregistrés dans les comptes des opérations de maintien de la paix.</p> <p>827 Virements, d'un montant de 2,8 milliards de dollars, ont été effectués aux comptes des opérations de maintien de la paix.</p>

Traitement d'environ 250 changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix	204	Changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix ont été traités.
Mise à jour, administration et exploitation de systèmes informatisés d'information budgétaire et financière; organisation des données et gestion des systèmes; administration des réseaux locaux	Oui	Les systèmes ont continué d'être mis à jour, administrés et exploités conformément aux besoins et les réseaux locaux ont été administrés et l'appui rationalisé.
Tenue du plan comptable et des autres référentiels financiers dans le SIG; développement et perfectionnement d'applications spécialisées	Oui	Le SIG et les tableaux financiers de référence ont été tenus à jour et des applications spécialisées ont été conçues et tenues à jour, comme par exemple le système de remplacement OPICS pour la gestion de la trésorerie et des quotes-parts.
Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière	Oui	Les rapports de gestion financière ont continué d'être améliorés.

### c) Bureau de la gestion des ressources humaines

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Publication d'un rapport annuel sur la composition du personnel du Secrétariat et des missions	1	Rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat et les données démographiques relatives au personnel (A/67/329) et sur le personnel fourni à titre gracieux, les fonctionnaires retraités et les consultants et vacataires (A/67/329/Add.1)
Publication en ligne, à l'intention des États Membres, de rapports sur la gestion des ressources humaines dans les missions, et fourniture d'une assistance à 400 membres du personnel des missions permanentes	4 456	Rapports ont été publiés en ligne et une assistance a été fournie à 305 utilisateurs de 130 États Membres.

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de conseils à 13 missions de maintien de la paix, au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie et à la Base de soutien logistique des Nations Unies au	13	Missions ont bénéficié de conseils, y compris 2 missions d'appui sur place.

sujet de l'exercice de la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, et organisation de visites à cet effet

Vérification des qualifications et certification de 120 chefs de l'administration et chefs du personnel civil des opérations hors Siège et de tous les administrateurs assurant des fonctions liées à l'administration du personnel et à la gestion des ressources humaines au Département de l'appui aux missions et dans les opérations hors Siège

Conduite de 6 à 8 missions de recherche de candidats à des postes dans les missions qui remplissent les conditions établies dans les indicateurs stratégiques du tableau de bord de gestion des ressources humaines

Présentation de rapports concernant le tableau de bord de gestion des ressources humaines aux missions et au Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires et fourniture d'un appui à 120 utilisateurs du tableau de bord dans les missions

Fourniture d'une assistance aux missions en vue de la mise en œuvre du système Inspira au moyen de modes d'emploi et d'autres outils

Réalisation d'enquêtes détaillées et partielles sur les traitements à la MINURSO (1 lieu d'affectation), à la MINUSTAH (1 lieu d'affectation), à la MINUT (1 lieu d'affectation) et à l'ONUCI (1 lieu d'affectation) et de 12 enquêtes partielles effectuées soit dans les pays où les missions concernées ont leur siège, soit dans ceux où elles sont déployées; publication des barèmes de traitements révisés applicables aux agents des services généraux et aux administrateurs recrutés sur le plan national dans 18 lieux d'affectation

121 Demandes de vérification des qualifications et de certification ont été reçues et traitées; en outre, 32 références ont été vérifiées à l'entrée en fonctions.

7 Missions ont été menées. Le Bureau a en outre renforcé sa présence sur les réseaux sociaux, notamment en participant à une foire virtuelle de l'emploi, en vue d'élargir la prospection dans le monde entier et d'entrer directement en contact avec des personnes qui pourraient ne pas assister en personne à des séances de prospection.

13 Missions ont été dotées de tableaux de bord et d'un conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires (rapport sur les délais de recrutement et les indicateurs de la formation dans le domaine de la sécurité).

146 Utilisateurs du tableau de bord dans les missions ont reçu une assistance.

105 Membres du personnel des missions ont suivi une formation en prévision de l'implémentation d'Inspira dans les missions.

Des conseils directs et une formation concernant le processus de recrutement ont été fournis selon les besoins, en particulier sur les lieux d'affectation hors Siège qui utilisent Inspira.

4 Enquêtes détaillées sur les traitements sont réalisées dans 4 sites de 4 missions.

6 Enquêtes partielles sur les traitements sont réalisées dans 14 lieux d'affectation.

14 Barèmes de traitements applicables aux agents des services généraux et aux administrateurs recrutés sur le plan national ont été examinés ou révisés sur la base des résultats des enquêtes réalisées dans 18 lieux d'affectation. Par ailleurs, les mesures spéciales applicables aux membres du personnel de la MINUST et du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie recrutés sur le plan local ont été revues, approuvées et évaluées.



Examen et approbation de profils d'emploi types (dont le nombre pourrait aller jusqu'à 50) qui serviront au recrutement du personnel des missions

19 Profils d'emploi types ont été approuvés pour les missions.

15 Profils d'emploi types ont été examinés.

Le produit réalisé est inférieur aux prévisions car il a fallu mener des consultations approfondies au Département de l'appui aux missions pour déterminer le classement hiérarchique des nouveaux profils d'emploi types.

Prestation de conseils pratiques sur des questions liées au personnel des missions, telles que l'élaboration de principes directeurs, les régimes contractuels, l'harmonisation des conditions d'emploi, l'élaboration d'un nouveau cadre pour la mobilité et les rapports avec la Commission de la fonction publique internationale et le groupe chargé des missions; contribution à l'élaboration d'un nouveau cadre pour la mobilité

Oui Des conseils ont été fournis quotidiennement par courrier électronique sur des questions liées au personnel des missions.

Le Bureau a participé à 2 réunions du groupe chargé des missions, à 2 réunions du groupe de travail de la Commission de la fonction publique internationale sur le classement des lieux d'affectation en fonction des conditions de vie et de travail et à 2 sessions de la Commission de la fonction publique internationale; il a aidé à définir un nouveau cadre de mobilité qui a été soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session.

Prestation d'avis juridiques sur des points de droit administratif, représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif (New York, Nairobi et Genève) et traitement des affaires disciplinaires renvoyées au Bureau par le Département de l'appui aux missions

Oui Des avis juridiques sur des points de droit administratif ont été reçus de la part des missions, du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix; le Bureau a traité 115 affaires disciplinaires et 104 recours formés par des membres du personnel des missions, et a notamment représenté l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif et participé à des règlements à l'amiable des différends.

Prestation au personnel de toutes les missions de services de formation, d'orientation et d'assistance en ligne concernant le système e-Performance

Oui Des services d'orientation et de formation en ligne concernant le système e-performance (36 séances de formation) sont disponibles en permanence dans les missions, et les politiques y afférentes ont été diffusées dans les missions. De plus, 8 vidéos consacrées à l'utilisation du système e-performance ont été réalisées pour les missions.

Fourniture d'instructions, de conseils et d'une assistance concernant la gestion du comportement professionnel au personnel de toutes les missions, au moyen de vidéoconférences, du logiciel WebEx, de séances d'information et de téléconférences

Oui Les directives à cet égard ont été portées à la connaissance du personnel dans les missions. En outre, un programme de certification des formateurs a été mené à bien en vue d'assurer la mise en œuvre soutenue du programme de formation obligatoire consacré au Système de gestion de la performance et de perfectionnement. C'était le troisième

<p>Organisation, dans l'ensemble du Secrétariat et les opérations de maintien de la paix, de consultations et de discussions de groupe aux fins de l'élaboration d'initiatives qui favoriseront les mouvements de personnel entre le Siège, les bureaux extérieurs et les missions</p>	<p>programme du genre à être mené dans les missions.</p> <p>Oui Les résultats d'une enquête auprès du personnel à l'échelle mondiale et de 75 groupes spécialisés ont été pris en compte dans le projet de mobilité et des consultations avec l'Administration ont ensuite été organisées pour établir la version définitive du projet, qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-septième session. L'Assemblée générale ayant demandé d'autres modifications et une proposition de rechange, le Bureau a tenu de nouvelles consultations, et une proposition révisée a été présentée au Groupe de travail du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel et à l'ensemble des membres du Comité.</p>
<p>Tenue de 2 800 séances de consultation et fourniture de conseils sur diverses questions se rapportant à la gestion des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix</p>	<p>2 900 Séances de consultation ont été organisées pour dispenser des conseils.</p> <p>Le produit réalisé est supérieur aux prévisions car la demande de consultations concernant la cessation de fonctions et les prestations connexes a été élevée en raison de la fermeture et du retrait de plusieurs missions.</p>
<p>Fourniture d'un soutien administratif en réponse à quelque 300 demandes portant sur divers sujets : cessation de fonctions à la suite de problèmes de santé (incapacité), d'une suppression de poste ou d'un accord mutuel, abandon de poste, activités extérieures, congé spécial pleinement ou partiellement rémunéré, levée des privilèges et immunités, recours administratifs et décisions réformées et dérogations au Statut et au Règlement du personnel</p>	<p>306 Demandes de soutien administratif ont été adressées.</p>
<p>Mise en place de capacités d'intervention d'urgence dans 4 opérations de maintien de la paix (MINUSS, MINUAD, FINUL, MINUL)</p>	<p>2 Missions de maintien de la paix</p> <p>Le produit réalisé est inférieur aux prévisions car le médecin principal de l'équipe d'intervention médicale était en congé de maladie de longue durée.</p>
<p>Prestation de conseils sur des aspects techniques et professionnels du fonctionnement du système de soutien médical des missions, et évaluation et surveillance, à cette fin, de 70 unités médicales civiles des Nations Unies et supervision du travail des chefs de 18 services médicaux</p>	<p>Oui 18 chefs de services médicaux et 70 unités médicales civiles dans les missions ont été soumis à un contrôle technique administratif et médical constant et ont reçu un soutien.</p>

Vérification des curriculum vitae de 300 candidats à des emplois médicaux dans les services médicaux des missions	230	Curriculum vitae de candidats ont été vérifiés. Le produit réalisé est inférieur aux prévisions car il y a eu moins de demandes de vérification.
Tenue de 1 réunion régionale des chefs des services médicaux aux fins de réviser les politiques médicales et administratives, de les former à la gestion des situations d'urgence et de planifier les mesures à prendre en cas d'événement faisant un grand nombre de victimes	1	Réunion régionale a été organisée.
Inspection, sur demande, des installations médicales de 3 missions et de 1 centre régional d'évacuation sanitaire lié aux opérations de maintien de la paix	Non	Aucune inspection n'a été menée car aucune demande n'a été reçue de la part des missions.
	1	Centre d'évacuation sanitaire régional en Jordanie a été inspecté et évalué, et des recommandations ont été faites concernant son utilisation par les missions dans la région.
Examen d'aptitude médicale de 6 000 candidats à des postes dans les missions, membres du personnel, observateurs militaires et agents de la police civile, aux fins des recrutements, des affectations et des voyages; tenue de 4 000 séances d'information et de consultation avant l'envoi en mission, administration de vaccins et distribution de trousseaux médicaux aux membres du personnel affectés à une mission	5 453	Évacuations médicales ont été effectuées.
	4 240	Séances de consultation ont été tenues avant l'envoi en mission, des vaccins ont été administrés et des trousseaux médicaux ont été distribués.
400 évaluations et consultations psychologiques avant l'affectation en mission, 2 ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance à l'intention du personnel du Siège devant travailler dans des missions sur le terrain et 2 ateliers de préparation et de capacité de résistance organisés dans 2 missions	209	Évaluations et consultations psychologiques ont été réalisées avant l'affectation en mission.
	6	Séances de préparation et de renforcement de la capacité de résistance ont été organisées à l'attention du personnel au Siège.  Ce chiffre est supérieur aux prévisions car davantage de membres du personnel au Siège devant travailler dans des missions devraient avoir besoin de suivre cette formation.
	1	Atelier de préparation et de renforcement de la capacité de résistance a été organisé à la MONUSCO.  Le produit réalisé est inférieur aux prévisions du fait d'une réorientation des activités prévues en fonction des ressources disponibles.
Certification des congés de maladie de 1 200 membres du personnel des missions, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	1 516	Congés de maladie ont été certifiés.

Fourniture d'avis à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies concernant l'octroi d'une pension d'invalidité à 40 membres du personnel des missions et du Département des opérations de maintien de la paix et de conseils au sujet de 300 demandes d'indemnisation médicale présentées par des membres du personnel civil et militaire, des observateurs militaires et des agents de la police civile	57 Demandes de pension d'invalidité ont été examinées.
Prestation de conseils aux missions et au Département des opérations de maintien de la paix sur 500 demandes d'évacuation ou de rapatriement sanitaire concernant des membres du personnel civil et militaire, des observateurs militaires et des agents de la police civile	355 Demandes d'indemnisation médicale ont été examinées.
Mise en place du système de gestion électronique des dossiers médicaux et de l'information sur l'hygiène du travail (EarthMed) dans 2 opérations de maintien de la paix	1 569 Cas d'évacuation médicale. Davantage de demandes d'évacuation médicale venant de la FISNUA, la MINUSS, la MINUAD et la MONUSCO du fait du nombre croissant de militaires et de policiers blessés par suite de la multiplication des actes hostiles dans ces missions.
Prestation des services requis aux fins de la mise en service d'Inspira dans toutes les missions (assistance, développement d'applications, maintenance et appui à la production) (Centre d'assistance Inspira)	Oui Le système EarthMed a été mis en place dans 2 missions.
Fourniture d'une assistance technique à plus de 24 000 utilisateurs d'Inspira dans les missions (Centre d'assistance Inspira)	Oui Plus de 60 000 demandes d'aide ont été résolues. Une assistance est fournie de manière continue et des applications importantes ont été élaborées, notamment : – Un système de certification des personnes à charge; – De nombreux cours de formation; – Un module de gestion des effectifs adopté par 7 missions et le Centre de services mondial; – Un module de gestion de la formation mis en place à la FINUL pour faciliter la formation à Umoja.
Organisation d'une conférence annuelle visant à dispenser aux coordonnateurs techniques une formation aux améliorations d'Inspira intéressant l'ensemble des missions (Centre d'assistance Inspira)	Oui Le Centre d'assistance Inspira opère en permanence et a fourni une assistance à environ 24 000 utilisateurs, y compris dans les missions.
Publication de rapports en ligne à l'intention du personnel de gestion des ressources humaines dans les missions et fourniture d'assistance à cet égard à 2 000 membres du personnel des missions	Non La conférence annuelle n'a pas été organisée, les activités prévues ayant été réorientées en fonction des ressources disponibles.
Publication de rapports en ligne à l'intention du personnel de gestion des ressources humaines dans les missions et fourniture d'assistance à cet égard à 2 000 membres du personnel des missions	Oui L'outil d'information HR Insight, qui est utilisé par 150 fonctionnaires chargés de la gestion des ressources humaines, a été continuellement enrichi de nouveaux rapports et tableaux de bord.

Mise en ligne, dans le cadre du système Inspira, de cours et d'autres outils de formation adaptés aux besoins des différentes missions	Non	<p>Le produit réalisé est inférieur aux prévisions car le nombre prévu de 2 000 utilisateurs dans les missions a été ramené à 150, ceux qui ne relevaient pas d'une mission de maintien de la paix n'ayant pas été pris en compte.</p> <p>Le lancement de cours en ligne a été reporté, les priorités opérationnelles liées au lancement d'Umoja ayant amené le Bureau à différer certaines initiatives prévues telles que la formation en ligne sur mesure. En revanche, un programme de formation à Inspira a été organisé afin de recruter des responsables et de les doter de personnel, notamment dans les missions.</p> <p>Par ailleurs, le Bureau a publié une série complète de manuels d'assistance à l'intention des postulants, des responsables de postes à pourvoir, des services recruteurs et des membres des organes centraux de contrôle, ainsi qu'une série complète de notices d'emploi simplifiées, mis en place un service d'assistance en ligne offrant une aide contextualisée et des instructions détaillées, et fourni une assistance à tous les utilisateurs.</p>
Fourniture de services d'assistance et de formation en réponse aux demandes de services de gestion des ressources humaines présentées par les missions au moyen du Système intégré de gestion (100 demandes par semaine en moyenne)	Oui	<p>Plus de 400 demandes de services ont été traitées et résolues.</p> <p>D'après les statistiques, le temps moyen d'intervention pour résoudre un problème a diminué et la qualité des services a été bonne selon l'avis des utilisateurs.</p>

#### d) Bureau des services centraux d'appui

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents des rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Inventaire des archives de la FNUOD et de la FINUL pour transfert immédiat ou ultérieur au Siège	Oui	Inventaire d'environ 35 mètres linéaires d'archives à la FNUOD et la FINUL qu'il est prévu de transférer en bon ordre au Siège
50 000 pages d'archives sur le maintien de la paix mises à la disposition du public sur le site Internet de l'ONU	98 385	Pages d'archives de l'APRONUC, de la MINUAH et de la Mission civile internationale en Haïti consultables sur le site Web de l'ONU

Traitement de 1 000 demandes de communication de documents d'archives sur le maintien de la paix émanant de l'Organisation et des États Membres	1 014	L'augmentation du nombre de produits s'explique par le bon état de conservation des archives, qui ont pu être scannées par lots. Demandes de communication de documents ont été traitées.
---	-------	--

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations hors Siège**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Exécution de programmes de gestion des dossiers à l'UNFICYP en conformité avec les règles de tenue des registres de l'ONU, et validation du système d'archivage électronique de la MINUSS	Oui	Priorité de l'assistance technique sur place pour la MINUSTAH, la MINUL et la MINUT. La MINUSS a établi une fonction dédiée et l'assistance du Bureau ne sera pas requise sur site. La MINUSS gérera ses propres activités de validation de l'archivage électronique avec l'aide à distance du Bureau.
Organisation d'un atelier dossiers, information et archives à l'intention du personnel des opérations de maintien de la paix au Centre de services régional d'Entebbe	Non	Atelier reporté à 2014 ou 2015 à la demande du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions
Fourniture d'espaces de bureaux et de services auxiliaires répondant aux normes de l'ONU à l'usage des nouveaux membres du personnel et intervenants, financée au moyen du compte d'appui	Oui	Des locaux à usage de bureau ont été fournis, notamment pour des besoins ponctuels des activités de maintien de la paix.
Émission de 2 000 bons de commande, 200 contrats-cadres, avenants compris, et 400 contrats classiques, y compris les avenants à l'appui des missions	1 912	Bons de commande ont été émis.
	290	Contrats cadres ont été émis.
	333	Contrats classiques ont été émis.  Le produit réalisé a dépassé les prévisions en raison de l'augmentation du nombre de contrats ou d'avenants en réponse à l'évolution des besoins des missions et à l'expansion de l'UNSOA. De plus, les contrats de carburants et de produits alimentaires ont été considérés comme des contrats classiques dans l'exercice 2011/12, alors qu'ils appartiennent maintenant à la catégorie des contrats-cadres.
Tenue de séminaires d'entreprise en 30 endroits à l'intention de pays en développement et de pays en transition économique	29	Séminaires d'entreprises ont été tenus en 29 endroits.

Suite donnée, dans un délai d'un mois après inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, aux demandes d'agrément de tous les fournisseurs ayant participé aux séminaires d'entreprise

Formation de 10 employés de chambres de commerce aux procédures d'agrément des fournisseurs

Examen, par le Comité chargé de l'examen des fournisseurs, des affaires impliquant des fournisseurs soupçonnés de comportements contraires à la déontologie

Mise en œuvre de stratégies et concepts internationaux de pratiques optimales en matière de procédures d'appel à la concurrence pour les marchés dans le domaine de l'informatique, à l'appui des missions et sur la base de l'examen conduit durant 2011/12

Lancement de 76 appels d'offres internationaux pour des opérations de maintien de la paix, concernant l'ensemble du matériel et des équipements techniques, la modularisation, les véhicules, les véhicules blindés et les engins de manutention, ainsi que toutes les pièces de rechange correspondantes, le service après-vente, les carburants, y compris les contrats clefs en main, les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, les services funéraires, les produits sanguins et les armes et munitions

Organisation de 30 visites sur place, et de conférences de soumissionnaires, négociations de marchés préalables à l'adjudication des nouveaux appels d'offres et participation à 4 foires commerciales et industrielles pour faire jouer au mieux la concurrence

Examen de 250 demandes de délégation de pouvoir pour achats locaux et de 160 dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège qui concernent des achats effectués par les missions au-delà des limites prévues par leur délégation de pouvoir

Oui Après la tenue des séminaires d'entreprise, environ 1 200 fournisseurs qui y avaient participé ont immédiatement été contactés par l'équipe d'agrément et de gestion des fournisseurs du Siège qui assure le suivi.

15 Employés ont été formés.

Oui 138 affaires concernant des fournisseurs soupçonnés de comportements contraires à l'éthique ont été examinées.

Oui Des stratégies et concepts internationaux de pratiques optimales ont été mis en œuvre.

51 Appels d'offres ont été lancés.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car les cahiers des charges de 19 des appels prévus pour l'exercice considéré n'ont pas été reçus.

7 Conférences de soumissionnaires ont été organisées.

2 Négociations de marchés ont eu lieu.

5 Visites ont été organisées.

12 Foires commerciales et industrielles ont eu lieu.

204 Demandes de délégation de pouvoir pour achats locaux ont été examinées.

73 Dossiers ont été présentés aux comités locaux.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions étant donné que le Centre d'achats régional d'Entebbe a lancé plus d'appels d'offres concernant spécifiquement des missions, d'où une diminution des demandes de délégation de pouvoir, et du fait également que la nouvelle délégation de pouvoir introduite en 2012/13 pour

<p>Organisation d'un atelier transports aériens consacré aux nouvelles procédures d'appel d'offres et d'agrément et au projet de contrat révisé, à l'intention de 161 prestataires de services actuels et des nouveaux candidats</p>	<p>le Département de l'appui aux missions a multiplié les types de condition essentielle, d'où un accroissement de la délégation de pouvoir aux missions.</p> <p>Non La tenue de l'atelier transports aériens était subordonnée aux recommandations issues du projet de consultance de l'Organisation de l'aviation civile internationale et présenté à la fin de l'exercice considéré. La journée du transport aérien est prévue pour le quatrième trimestre de 2013.</p>
<p>9 visites d'assistance aux achats (MINUSS, MINUSTAH, FINUL, FNUOD, MINUAD, ONUCI, UNOCI, MINUL, MONUSCO et Base de soutien logistique)</p>	<p>6 Visites d'assistance aux achats ont été effectuées dans 6 missions de maintien de la paix.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison des exigences opérationnelles et de la rehiérarchisation des activités prévues en fonction des ressources.</p>
<p>Administration et gestion de 134 contrats-cadres complexes d'un montant élevé (30 contrats-cadres d'achat de véhicules, 74 contrats-cadres d'achat de carburant, de rations et de fournitures et 30 contrats d'achat de services du génie) établis à l'appui des opérations de maintien de la paix</p>	<p>30 Contrats d'achat de véhicules ont été administrés.</p> <p>76 Contrats d'achats de fournitures ont été administrés.</p> <p>35 Contrats d'achat de services du génie ont été administrés.</p>
<p>Mise en œuvre des procédures d'acquisition d'accessoires automobiles après examen des stratégies d'acquisition globale, en consultation avec le Département de l'appui aux missions et les opérations hors Siège</p>	<p>Non La mise en œuvre est en cours, sous réserve de la mise au point finale du cahier des charges pour les batteries et les pneus.</p>
<p>Examen et rationalisation des caractéristiques techniques et des exigences liées à la chaîne logistique de 10 nouvelles offres portant sur des contrats de génie, y compris les procédures de gestion des risques liés aux fluctuations des prix des matières premières</p>	<p>3 Examens et exercices de rationalisation des caractéristiques techniques et des exigences liées à la chaîne logistique ont été effectués à la demande du Département de l'appui aux missions.</p> <p>Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison d'une demande plus faible que prévu de la part du Département de l'appui aux missions.</p>
<p>Mise en place d'un système de contrôle des paiements visant à garantir l'approvisionnement ininterrompu des missions en produits sanguins à usage médical</p>	<p>Oui Le système de contrôle des paiements a été mis en place.</p>
<p>Stages de formation aux achats anticipés organisés à l'intention de 300 fonctionnaires au Siège et dans les missions, sur les thèmes suivants : planification des achats, stratégie de passation des marchés,</p>	<p>Non La phase 2 du cours en ligne n'a pu être lancée car le prestataire de service n'avait que partiellement exécuté son contrat (mise au point de matériel pédagogique et programmation). Le</p>



techniques de négociations, évaluation des risques, prévention des fraudes, gestion des contrats, responsabilités du demandeur		cours en ligne devrait normalement être disponible durant l'exercice en cours.
Participation de 20 fonctionnaires à des cours de formation spécialisée, à savoir notamment gestion de projets, contrats d'achat de carburant et de rations alimentaires, affrètement maritime et aérien	33	Fonctionnaires ont été formés. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions parce que des formations spécialisées ont été proposées également en interne.
Inscription de 30 membres du personnel au Siège et dans les opérations hors Siège à des cours de certification professionnelle en matière de passation des marchés donnés par l'Institut agréé des achats et des approvisionnements des Nations Unies	7	Membres du personnel au Siège ont été formés.
	19	Membres du personnel des opérations hors Siège ont été formés. Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait que certains fonctionnaires étaient en congé maladie.
Formation de base dispensée à 150 membres du personnel des opérations hors Siège pour la passation des marchés, notamment sur les points suivants : déontologie et intégrité en matière d'achats, optimisation du rapport qualité-prix, aspects fondamentaux des pratiques d'achat et module du Manuel des achats	445	Membres du personnel ont été formés dans le cadre de 4 modules de formation en ligne et 445 certificats ont été délivrés.
Tri et acheminement du courrier et de la valise diplomatique, à l'arrivée et à la sortie, pour le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions	922 403	Pièces acheminées par la poste ou des messageries ont été traitées.
	72 138	Kilogrammes de courrier ont été traités.
Tri, inspection et acheminement de la valise diplomatique en provenance ou à destination de toutes les opérations hors Siège	649	Valises diplomatiques ont fait l'objet d'un tri, d'une inspection et d'un acheminement.
Négociation ou renégociation de 35 accords avec des compagnies aériennes afin de réduire le coût des voyages à destination des missions hors Siège (9 accords renégociés, 1 nouvel accord négocié et 25 accords reconduits durant 2010/11)	41	Accords avec des compagnies aériennes ont été conclus. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison de la signature de 6 contrats supplémentaires par rapport aux plans initiaux.
Inspection de 6 000 autorisations de voyage	7 242	Autorisations de voyage ont été inspectées. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des modifications apportées aux autorisations de voyage en vertu de la nouvelle politique exigeant que les demandes de voyage soient faites au moins 16 jours avant la date du départ.
Calcul des droits pour 300 demandes d'allocation d'une somme forfaitaire pour les voyages au titre du	498	Demandes d'allocation d'une somme forfaitaire pour les voyages ont été traitées

congé dans les foyers émanant du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège		Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison de la multiplication des demandes de rapatriement et du fait que le congé dans les foyers est pris tous les deux ans et tend à avoir un caractère cyclique.
Délivrance de 8 500 documents de voyage des Nations Unies et visas	7 168	Documents de voyage et visas ont été délivrés.  Le produit réalisé a été inférieur aux attentes étant donné que les prévisions étaient fondées sur le nouveau système de sécurité renforcé du laissez-passer électronique, dont le déploiement a été retardé par des problèmes contractuels.
Accomplissement des formalités nécessaires pour 7 000 envois d'effets personnels (enregistrement)	6 397	Envois ont été organisés.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de la réduction générale des activités de voyage.

#### e) Bureau de l'informatique et des communications

#### Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations hors Siège

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Raccordement au réseau et aux infrastructures d'appui afin de faciliter l'accès aux systèmes et progiciels intégrés existants, par exemple l'Intranet et le système intégré de gestion, et de sécuriser les communications, y compris vocales et vidéo	Oui	Toutes les opérations hors Siège ont été raccordées à l'ensemble des systèmes et progiciels existants. Le Bureau utilise 2 dispositifs de contrôle des niveaux d'accès au réseau qui vérifient le raccordement des utilisateurs.
Mise en service de l'application de gestion des remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents et de l'outil de gestion de la relation client pour les contributions des contingents dans 4 opérations de maintien de la paix	4	Missions de maintien de la paix ont bénéficié de la mise en service.
Mise en service d'un système électronique de gestion des carburants dans 4 missions hors Siège	1	Mission de maintien de la paix (MINUSTAH) a bénéficié d'une mise en service intégrale, et 2 missions (ONUCI et FINUL) d'une mise en service partielle.

	<p>Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la rehiérarchisation des activités comme suit : a) par le Bureau de l'informatique et des communications, qui s'emploie à mettre au point le second volet de la solution d'autonomisation, de réduction des saisies de données et d'élimination des erreurs; b) par le Bureau, en relation avec les ressources existantes; c) par l'ONUCI, qui fournit un appui pour le déploiement de la MINUSMA; et d) par la FINUL dans le cadre de la phase pilote d'Umoja pour la mise en service du système.</p> <p>La mise en service du système à l'ONUCI et à la FINUL a été reprogrammée pour l'exercice en cours.</p>
<p>Mise en service d'un progiciel de gestion des rations dans 3 opérations de maintien de la paix</p>	<p>Non Les besoins des utilisateurs ont été entièrement revus par la partie prenante (Département de l'appui aux missions) et arrêtés en novembre 2012, date à laquelle l'élaboration de la solution interne a débuté. Un prototype de progiciel de gestion des rations correspondant à l'avancement du projet a été présenté au Département de l'appui aux missions en juin 2013.</p> <p>La solution de gestion interne des rations tirera parti d'un certain nombre d'éléments du progiciel de gestion intégré, de sorte que sa mise au point sera tributaire du calendrier et des progrès d'Umoja. L'intégration avec Umoja et le déploiement de la phase pilote du progiciel de gestion des rations est prévu pour l'exercice 2014/15.</p>
<p>Mise en place du portail d'information intégré pour le personnel des opérations de maintien de la paix qui n'en bénéficient pas encore</p>	<p>Oui Le portail d'information intégré a été mis en place et est disponible dans toutes les missions de maintien de la paix.</p>
<p>Mise en place du système général de contrôle d'identité dans les opérations de maintien de la paix qui n'en disposent pas encore</p>	<p>3 Opérations de maintien de la paix ont bénéficié de la mise en place du système.</p>
<p>Mise en service du système mondial de relais pour les questions de sécurité dans 4 opérations hors Siège</p>	<p>Non Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de l'évolution des besoins des utilisateurs dans les opérations de maintien de la paix compte tenu de la nécessité d'évaluer les systèmes existants utilisés pour gérer les relais hors Siège ainsi que les systèmes subsidiaires auxquels le dispositif mondial de relais pour les questions de sécurité devra s'intégrer. L'évaluation a été faite et le déploiement du système de relais est prévu pour l'exercice 2014/15.</p>

Mise à disposition des outils informatiques de façon conforme aux programmes stratégiques, avec notamment la supervision de la mise en service sur le terrain des systèmes susmentionnés dans 6 opérations de maintien de la paix sélectionnées

6 Visites dans des missions de la paix ont été organisées afin de présenter la stratégie de gestion des relations clientèle pour accompagner la gestion des rations, du carburant et des contributions des contingents et aligner les technologies sur le terrain avec les mandats de maintien de la paix.

Visites à des missions de maintien de la paix afin de présenter le portail des progiciels intégrés et l'évaluation des systèmes existants utilisés pour gérer les relais hors Siège en vue de garantir l'alignement stratégique des technologies sur le terrain avec les mandats de maintien de la paix.

## D. Bureau des services de contrôle interne

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapports du Bureau des services de contrôle interne expressément demandés par l'Assemblée générale	1	Rapport sur le projet pilote a été publié, ainsi que demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/287 (A/67/751).
Rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats de l'audit des opérations de maintien de la paix	1	Le Bureau a présenté un rapport sur les opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 [A/67/297 (part II)].

**Réalisation escomptée 3.1** : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations hors Siège

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
6 rapports d'audit établis par les auditeurs du Siège de l'ONU	10	Rapports d'audit ont été établis.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la nécessité de présenter des rapports d'audit du Siège plus nombreux afin de compenser la diminution du nombre de rapports d'audit horizontal.
26 rapports d'audit établis par les auditeurs résidents en poste dans des missions de maintien de la paix	46	Rapports d'audit ont été établis par les auditeurs résidents.

10 rapports d'audit horizontal	Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison du fait que des rapports supplémentaires ont dû être établis au Siège pour compenser la diminution du nombre de rapports d'audit horizontal.
1 réunion annuelle des chefs des auditeurs résidents pour planifier les activités et le perfectionnement professionnel	3 Rapports d'audit horizontal ont été établis.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car la Division de l'audit interne a décidé de réduire le nombre de rapports du fait du démarrage tardif d'un certain nombre d'audit horizontal, de la sous-estimation du temps nécessaire pour faire les audits et du changement de la méthode d'établissement des rapports correspondants.
2 rapports d'évaluation sur les résultats obtenus par les deux missions visées	1 Conférence annuelle des chefs des auditeurs résidents  Non L'établissement du rapport sur l'évaluation de la souplesse et de l'adaptabilité de la FINUL a débuté au cours de l'année, mais ne s'est achevé qu'après la clôture de l'exercice financier de 2012/13. Le document a été présenté officiellement au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions en juillet 2013.
1 évaluation thématique ou rapport d'inspection portant sur les questions et priorités stratégiques communes	Le rapport prévu concernant l'autre mission n'a finalement pas été établi; il a été remplacé par un rapport de méta-évaluation de la qualité d'un échantillon de rapports d'évaluation du système des Nations Unies publiés entre 2004 et 2011, établi par le Bureau des services de contrôle interne, le Département des opérations de maintien de la paix et le Corps commun d'inspection.
400 études et analyses d'allégations de faute, pour décision quant à l'instance compétente et les mesures d'investigation à prendre	1 Rapport d'examen de la communication de l'information sur la protection des civils par les missions de maintien de la paix des Nations Unies a été établi (A/67/795).  317 Études et analyses ont été réalisées.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de la diminution du nombre d'affaires signalées par les opérations de maintien de la paix.

Publication de 9 avis concernant le contrôle des opérations de maintien de la paix	11	Avis ont été publiés.
Conduite et clôture de 15 investigations en attente	29	Investigations en attente ont été menées à bonne fin.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car il était nouveau et de sorte qu'il n'existait aucune donnée de référence et point de comparaison au moment de la formulation.
Organisation, dans chaque mission, de 1 stage de formation aux techniques d'investigation à l'intention des directeurs de programme	1	Stage de formation (programme proposé conjointement avec le Département de l'appui aux missions et le Département des opérations de maintien de la paix) organisé pour 50 membres du personnel affectés à des missions de maintien de la paix au lieu d'envoyer des formateurs dans chaque mission comme prévu initialement
2 examens annuels des politiques et lignes directrices sur les investigations et/ou promulgation de nouvelles politiques et lignes directrices concernant les techniques d'investigation	Non	Des examens internes ont été effectués régulièrement, mais aucune politique ou ligne directrice n'a été promulguée dans l'attente de l'approbation de la structure organisationnelle de la Division des investigations.

## E. Cabinet du Secrétaire général

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 125 rapports du Secrétaire général sur le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	41	Rapports présentés à l'Assemblée générale ont bénéficié des conseils.
	82	Rapports présentés au Conseil de sécurité ont bénéficié de conseils.
Conseils pour la rédaction d'environ 1 580 éléments de discussion dans le cadre notamment de la préparation de 12 exposés du Secrétaire général devant le Conseil de sécurité	1 842	Éléments de discussion ayant trait au maintien de la paix ont été examinés.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait principalement des réunions entre le Secrétaire général et ses interlocuteurs sur la situation au Mali et en République arabe syrienne.

Conseils pour la rédaction de 225 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux, aux pays fournisseurs de contingents et à d'autres interlocuteurs clefs sur des questions relatives au maintien de la paix,	12 Exposés du Secrétaire général devant le Conseil de sécurité ont été préparés.
	266 Lettres concernant le maintien de la paix ont été examinées.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison principalement des réunions du Secrétaire général avec des interlocuteurs au sujet de la situation au Mali et en République arabe syrienne.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Croissance de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication par le Cabinet du Secrétaire général, dans un délai de 5 jours, d'observations et de conseils aux missions de maintien de la paix, au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, au sujet des rapports du Secrétaire général sur les opérations de maintien de la paix	Oui	Les conseils sont généralement communiqués au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans un délai de 4 jours ouvrables, sauf si la complexité ou le caractère délicat du sujet traité appellent un examen plus approfondi ou des consultations supplémentaires.
Communication, dans un délai de 5 jours, de conseils pour l'élaboration et la révision ultérieure des rapports sur les questions relatives au maintien de la paix qui doivent être présentées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux	Oui	Le délai de 5 jours pour la communication de conseils a été dépassé pour 5 des 123 rapports à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Un délai supplémentaire s'impose si la complexité et le caractère délicat du contenu appellent un examen plus approfondi.

---

## F. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de services complets dans le cadre de 460 affaires, en faisant notamment appel à des ombudsmans et médiateurs de réserve	620	Affaires ont été traitées.

Analyse et suivi transversaux de 460 affaires pour déceler la cause du différend et les problèmes d'ordre systémique et assurer une remontée régulière de l'information qui permette à l'Organisation d'améliorer le fonctionnement des opérations de maintien de la paix

Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale faisant état des problèmes d'ordre systémique

8 visites effectuées dans des missions de maintien de la paix non desservies par les ombudsmans régionaux pour assurer des services réguliers de médiation sur place et mener des activités qui visent à développer les compétences des cadres et du personnel en matière de règlement des conflits

8 visites effectuées pour des prestations de services dans la zone de la mission par l'ombudsman régional en poste à Kinshasa

10 visites effectuées pour des prestations de services dans les zones des missions par l'ombudsman régional en poste à Entebbe (MINUSS, MINUAD et FISNUA)

5 interventions dans le cadre de différends imprévus et à haut risque entre plusieurs parties, ou à la demande

Information et sensibilisation du personnel des opérations de maintien de la paix par la distribution de documents électroniques et de produits imprimés (1 500 fiches d'information, 1 000 brochures, 500 dépliants et 500 affiches), des visioconférences périodiques et des mises à jour bimensuelles du site Web du Bureau

620 Affaires ont été analysées et suivies.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car le personnel et les responsables ont continué à recourir fréquemment à la procédure non formelle.

Oui Le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau a été publié (A/67/172).

6 Visites ont été effectuées dans 6 missions de maintien de la paix.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait du report des visites programmées à la suite de consultations avec les missions consécutives à des problèmes de calendrier.

8 Visites ont été effectuées.

11 Visites ont été effectuées.

5 Interventions ont été faites dans 3 missions de maintien de la paix.

Oui Au moins 1 500 fiches d'information, 1 000 brochures, 500 dépliants et 500 affiches ont été distribués dans les missions de maintien de la paix. Des mises à jour du site Web du Bureau ont été effectuées et des visioconférences périodiques ont été organisées en fonction de la disponibilité des missions.

## G. Bureau de la déontologie

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

#### Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Suite donnée à 85 demandes relatives à des questions de déontologie provenant du personnel des missions	73	Demandes relatives à des questions de déontologie ont reçu une réponse.



Traitement de quelque 1 550 déclarations de situation financière ou d'intérêt présentées par le personnel exerçant des fonctions liées au maintien de la paix	1 630	Déclarations de situation financière ou d'intérêt ont été reçues et traitées.
Organisation de 5 déplacements officiels dans des missions de maintien de la paix (MINUSS, ONUCI, MINUSTAH, MONUSCO) et au Centre de services régional d'Entebbe	3	Visites ont été effectuées dans 3 missions de maintien de la paix.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait que certains fonctionnaires remplissant une fonction essentielle étaient en congé de maladie.
Examen préliminaire de 6 dossiers de protection contre les représailles	8	Dossiers de protection contre les représailles ont été examinés.
Organisation de 4 ateliers sur la transparence financière à l'intention des agents chargés de la coordination de ces questions à la Division du personnel des missions	Non	Aucun atelier sur la transparence financière n'a été organisé; à la place, le Bureau de la déontologie a offert des consultations individuelles, assuré une orientation et fourni des conseils aux agents chargés de la coordination du programme de transparence financière dans chaque mission de maintien de la paix.
Conception et production d'une nouvelle affiche concernant la déontologie, et distribution dans toutes les missions de maintien de la paix	1	Affiche concernant la déontologie a été produite et distribuée.
Organisation d'un cours de formation de formateurs aux fins de certification des formateurs d'ateliers sur la déontologie	Non	Compte tenu des expériences précédentes en matière de formation des formateurs, le Bureau a conclu qu'une formation dans ce domaine à l'intention du personnel de terrain n'était pas faisable et à la place, il s'est employé à créer un module d'apprentissage relatif au respect de la conformité. L'évaluation des besoins est terminée et le module d'apprentissage sera mis en place durant l'exercice en cours.
Élaboration de 1 minimodule d'apprentissage en ligne sur la déontologie à l'intention du personnel des missions	1	Module d'apprentissage en ligne a été élaboré.
Réalisation de 1 enquête sur le sens de la déontologie dans les missions de maintien de la paix	1	Enquête a été réalisée.

## H. Bureau des affaires juridiques

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

#### Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'aide et d'appui juridiques sous forme d'avis, de conseils, de défense juridique et de communications, à toutes les missions de maintien de la paix, en fonction des besoins et de manière continue, concernant :	Oui	Voir ci-dessous les observations concernant des produits particuliers
Les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance et les conditions d'application des règles et directives de l'Organisation (70 produits)	82	Mémoires et textes et propositions juridiques y relatifs concernant les aspects réglementaires des opérations de maintien de la paix
Les accords institutionnels et opérationnels (par exemple, accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement et mesures de lutte contre la piraterie) y compris la négociation, l'interprétation et l'application des décisions finales prises avec les gouvernements et les organisations internationales à propos de ces accords	313	Mémoires, projets d'instrument et autres communications écrites ou verbales ont été élaborés au titre des arrangements institutionnels et opérationnels des opérations de maintien de la paix.
La coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres juridictions à caractère international, à propos de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ou ayant trait à ces opérations, ainsi que la fourniture d'un appui pour la constitution de commissions Vérité et d'autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 produits)	82	Mémoires, pièces de correspondance et autres communications écrites ou verbales avec les tribunaux pénaux internationaux ont été rédigés.
Les enquêtes sur les allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme (25 produits)	12	Mémoires et autres communications écrites ou verbales concernant des enquêtes sur des allégations de ce type ont été rédigés.
Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et opérations similaires, la liquidation des biens et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (495 produits)	691	Projets de contrats, mémoires, avis relatifs aux négociations et autres communications pertinentes avec les bureaux de l'Organisation et les fournisseurs portant sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix ont été rédigés.

Les avis concernant les réclamations nées de litiges en matière contractuelle ou immobilière et les demandes d'indemnisation en cas de dommage matériel, de dommage corporel ou de décès, y compris les demandes découlant d'accidents d'avion ou d'attaques menées contre les locaux ou les responsables de l'Organisation (25 produits)	87	Cas d'analyse et de gestion des dossiers de réclamation ont été recensés, y compris sous forme d'avis écrits et de correspondance.
Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règles et règlements financiers, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)	32	Mémorandums et documents y relatifs, et avis sur des questions financières ont été rédigés.
Les arbitrages, le contentieux et les services consultatifs, avec représentation des intérêts de l'Organisation devant les instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires et administratives (5 produits)	1	Cas de représentation et soutien juridique devant des juridictions arbitrales, judiciaires ou administratives a été recensé dans des affaires relatives aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation.
La défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant les instances judiciaires, quasi judiciaires et administratives (50 produits)	140	Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix ont été présentés, y compris les pièces de correspondance juridiques et la représentation s'y rapportant
Les affaires d'ordre déontologique et disciplinaire concernant le personnel des opérations de maintien de la paix, y compris les allégations d'infractions pénales (20 produits)	69	Mémorandums et documents y relatifs ont été produits, ainsi que des avis sur des affaires de conduite et de discipline, y compris les renvois devant les autorités nationales dans les cas d'allégations d'infractions pénales.
Les questions de personnel (interprétation et application du Règlement et du Statut du personnel, questions intéressant les droits et obligations des fonctionnaires, prestations et indemnités) (175 produits)	194	Mémorandums et documents y relatifs ont été produits, de même que des avis sur des questions de personnel.
La représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies (20 produits)	29	Réponses, recours et autres requêtes ont été présentés au Tribunal d'appel des Nations Unies dans des affaires touchant aux opérations de maintien de la paix.
Les avis concernant les questions et affaires qui relèvent du système d'administration de la justice (240 produits)	253	Avis et éléments de coordination ont été produits au sujet de questions et affaires qui relèvent du système d'administration de la justice
Les aspects juridiques de la sécurité, y compris l'adoption et l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 produits)	59	Mémorandums et documents y relatifs ont été produits, de même que des avis.

## I. Département de l'information

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production de 25 reportages par mois sur des questions intéressant le maintien de la paix, et distribution de ces sujets par satellite à plus de 560 radiotélédiffuseurs recevant le fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News, qui couvre un réseau de plus de 1 000 antennes de transmission dans le monde, Reuters et la chaîne Eurovision	30	Reportages par mois ont été diffusés sur le site Web UNifeed.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait que priorité a été donnée à la production de sujets traitant de questions relatives au maintien de la paix, réalisés sur le terrain et que les reportages diffusés sur le Web ont été plus nombreux que ceux transmis par radiotélédiffusion.
Reformatage et transfert sur le Web de 25 reportages par mois sur des questions intéressant le maintien de la paix pour téléchargement par des radiotélédiffuseurs à partir du site Web UNifeed du Département	19	Reportages ont été reformatés et téléchargés sur le site UNifeed.  Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison des imprévus de l'actualité ainsi que des différents types de reportages et d'articles vedette produits.
Production de 5 grands reportages par an pour la série <i>L'ONU en action</i> sur des questions relatives au maintien de la paix, destinés aux médias audiovisuels du monde entier	5	Grands reportages ont été produits.
Production de 2 reportages détaillés sur des questions relatives au maintien de la paix pour l'émission mensuelle intitulée <i>XXI<sup>e</sup> siècle</i> et la série documentaire <i>L'ONU en action</i> du Département	2	Reportages détaillés ont été produits.
Production de vidéos sans but médiatique à l'intention, par exemple, du Conseil de sécurité ou de pays qui pourraient fournir des contingents, selon que de besoin	2	Vidéos ont été produites.

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Orientations, conseils et appui stratégiques à 13 opérations de maintien de la paix pour les aider à formuler et à appliquer des stratégies d'information; visites auprès de 3 opérations de maintien de la paix pour apporter sur place un appui et des éléments d'orientation en matière de communication (MINUAD, MINUSS et ONUCI)	14	Opérations de maintien de la paix ont bénéficié d'orientations et d'un appui.
	3	Visites ont été effectuées sur le terrain.  En outre, le Département a participé à la planification de la communication, au Siège, au sujet de la MINUSMA nouvellement créée, ainsi que des diverses options relatives à un éventuel engagement des Nations Unies sur le terrain en République arabe syrienne, et a prêté son concours à la formulation et à la mise en œuvre de la communication accompagnant la stratégie de désengagement de la MINUT.
Évaluation, avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, des candidats qui pourraient figurer sur la liste de spécialistes de l'information à même d'exercer dans les opérations de maintien de la paix	Oui	Des fonctionnaires du Département ont conçu les épreuves écrites destinées aux candidats qui souhaiteraient travailler comme spécialistes de l'information dans les missions, et ont siégé aux jurys d'entretien.
Organisation d'un stage de formation spécialisée d'une semaine, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, à l'intention de 30 fonctionnaires des missions et du Siège chargés de l'information concernant le maintien de la paix	Non	Aucun stage complet n'a été organisé du fait que le Département des opérations de maintien de la paix a décidé d'adopter une formule biennale de la formation à l'information. À la place, un atelier plus restreint sur les activités de radiodiffusion dans les opérations de maintien de la paix a été organisé à Entebbe pour 11 participants venus de 4 missions et du Siège.
Mise à jour régulière et administration d'environ 500 pages du site Web du Siège consacré au maintien de la paix (en anglais), en procédant, le cas échéant, à des révisions de fond d'environ 150 pages concernant 12 missions (FINUL, FISNUA, FNUOD, MINUAD, MINUL, MINURSO, MINUSS, MINUSTAH, MINUT, MONUSCO, ONUCI et UNFICYP) hébergées sur le site Web du Siège	Oui	Mise à jour et administration, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix, d'environ 500 pages consacrées au maintien de la paix (en anglais), dont 160 sur le site Web du Siège pour 13 opérations de maintien de la paix
Coordination du maintien de la diffusion des 6 versions linguistiques sur le site du maintien de la paix	Oui	La Coordination du maintien de la diffusion des 6 versions linguistiques sur le site du maintien de la paix a été assurée sur une base quotidienne.

Assurer, pour le compte des missions et avec le Département de l'appui aux missions, la coordination du système de gestion des contenus mis en place à la Base de soutien logistique des Nations Unies, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites Web des missions et réduire au maximum les coûts d'administration incombant à ces dernières

Oui En collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, le Département de l'information a coordonné les activités de maintenance et de dépannage assurées dans les missions pour appuyer le système de gestion des contenus sur le Web.

En outre, il a lancé et coordonné la mise en place du site Web de mission hébergé localement pour la MINUSMA nouvellement créée.

Mise à jour du manuel sur les politiques et orientations concernant l'information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Non Les travaux concernant la nouvelle édition du manuel se poursuivaient; ils devraient être achevés durant l'exercice en cours.

Campagne d'information sur les activités des missions auprès d'au moins 50 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police grâce à des communiqués de presse, photos, affiches et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix

Oui Des campagnes d'information sur les activités des missions ont été menées auprès de 54 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police.

## J. Département de la sûreté et de la sécurité

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

#### Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
32 rapports sur la gestion de la sécurité des missions et des installations de communication et plateformes logistiques; examen de 34 évaluations de la sécurité établies par les missions, par l'UNSOA, par la Base de soutien logistique des Nations Unies et par la Base d'appui des Nations Unies à Valence	32	Rapports sur l'aide à la sécurité, rapports d'évaluation technique et de conformité ont été établis au sujet des opérations et des installations de soutien logistique.

Formation portant sur la gestion des dispositifs de sécurité, les principes applicables et les questions et menaces nouvelles; formation des équipes de coordination du dispositif de sécurité (110 personnes); atelier annuel organisé à Brindisi à l'intention des opérations de maintien de la paix et de l'UNSOA (20 responsables de la sécurité)

Regroupement chaque jour de 261 contributions au rapport quotidien sur la sécurité établi à l'intention du personnel de maintien de la paix et des agents de liaison pour les questions de sécurité sur le terrain, et élaboration de 4 rapports trimestriels sur les conditions de sécurité dans toutes les missions de maintien de la paix et l'UNSOA

Conseils et éléments d'information techniques quotidiens sur les menaces et l'exécution des mandats à l'intention des responsables des missions

6 évaluations stratégiques des menaces ou visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces pour 6 opérations de maintien de la paix

Élaboration, coordination et suivi de l'application d'instructions techniques permanentes concernant la collecte, la compilation et l'analyse de renseignements sur la sécurité destinés à appuyer les cellules d'analyse conjointe des missions, les centres des opérations d'information sur la sécurité et les groupes de coordination des renseignements sur la sécurité des missions de maintien de la paix

34 Rapports d'évaluation de la sécurité ont été examinés et approuvés.

175 Agents de gestion de la sécurité ont été formés.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait que les opérations sur le terrain exigent qu'un plus grand nombre de membres du personnel de sécurité de la mission soient formés à la gestion des prises d'otages et certifiés dans le cadre du programme de certification en matière de sécurité.

1 Atelier annuel a été organisé à l'intention de 16 responsables de la sécurité.

261 Contributions au rapport quotidien ont été regroupées.

Non Aucun rapport trimestriel sur les conditions de sécurité n'a été établi.

La production des rapports trimestriels sur les conditions de sécurité a pris fin avec la mise en service du système d'information en ligne du Département sur les incidents touchant à la sécurité, qui est mis à jour au fur et à mesure et lorsque des incidents surviennent.

Oui Des conseils et éléments d'information sur la sécurité ont été dispensés, selon que de besoin, aux homologues au Siège et dans les missions, dans le cadre de réunions, par téléphone et par visioconférences, ainsi que par le biais de rapports et d'alertes à la sécurité transmis aux missions.

6 Visites d'évaluation stratégique des menaces ou visites de liaison et d'information stratégiques ont été conduites auprès de 6 missions de maintien de la paix.

Oui Révision et publication du manuel sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité, qui englobe tous les aspects du cycle d'information sur la sécurité formant la base de toutes les instructions techniques permanentes, y compris les normes de suivi

Élaboration de 8 modules de formation et de 27 cours sur l'analyse des menaces pesant sur la sécurité, à l'intention des cellules d'analyse conjointe des missions, des centres des opérations d'information sur la sécurité et des groupes de coordination des renseignements sur la sécurité, et mise au point de pratiques de référence pour toutes les missions

Organisation de 2 cours sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité à l'intention de 40 analystes opérant dans les missions

Formation du personnel, des agents de la sécurité, des gardes et des formateurs aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, notamment celles portant sur : l'emploi de la force; l'emploi de mesures tactiques létales ou à létalité réduite; la sécurité incendie; l'usage de matériel adapté à la manipulation de matières dangereuses; les mesures de prévention et les procédures d'évacuation; la formation de base à la sécurité; la formation au secourisme, à la réanimation cardiopulmonaire et à l'utilisation d'un défibrillateur automatisé externe; et la formation des superviseurs à l'encadrement (6 missions de maintien de la paix, environ 500 agents et gardes); la formation à la sécurité du périmètre, y compris la sécurité physique; le contrôle des accès; les procédures de filtrage; les techniques de contre-surveillance (6 missions de maintien de la paix, environ 400 agents et gardes)

Évaluation, accréditation et renouvellement de l'accréditation des formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et des formateurs des instructeurs dans les missions en ce qui concerne l'emploi de tactiques létales ou à létalité réduite

- 8 Modules de formation ont été reformulés et réécrits.
- 27 Cours ont été dispensés.
- Oui Des pratiques de référence ont été mises au point et diffusées auprès du personnel des missions participant aux cours sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité.
- 2 Cours sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité ont été dispensés.
- 52 Analystes des informations sur la sécurité ont été formés.
- Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions car les missions ont demandé qu'un plus grand nombre d'analystes soient formés.
- 285 Agents de sécurité et gardes ont été formés.
- 6 Opérations de maintien de la paix ont bénéficié de la formation.
- Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de la refonte des priorités concernant les activités prévues en fonction des ressources disponibles pour les voyages.
- Oui 14 formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et formateurs des instructeurs de la FINUL ont été évalués et accrédités.
- Les stages qui avaient également été prévus pour la MINUSTAH et la MONUSCO n'ont pu avoir lieu en raison des retards dans la réalisation du champ de tir de la MINUSTAH et du report du stage à l'exercice en cours décidé par la MONUSCO.



8 rapports d'évaluation des unités, des installations et du matériel de formation à la sécurité dans 8 missions de maintien de la paix, et fourniture d'une aide, pour assurer la qualité et la cohérence du travail des instructeurs, de la gestion et de la fourniture de modules de formation à la sécurité

Déploiement rapide des responsables du soutien antistress chargés d'assurer des services de gestion du stress traumatique dans les missions de maintien de la paix, et services d'évaluation des besoins et d'appui concernant le bien-être psychologique dans 5 missions de maintien de la paix

Formation et certification de 15 conseillers en poste dans des opérations de maintien de la paix aux techniques de prévention et de gestion du stress traumatique; organisation de 3 ateliers d'entraide à l'intention de 30 personnes dans 3 missions de maintien de la paix; organisation de stages sur la gestion du stress à l'intention de 150 personnes dans 8 missions de maintien de la paix

Fourniture d'orientations techniques à 10 conseillers principaux en poste dans des missions de maintien de la paix

Appui à la gestion des aspects psychosociaux des crises, coordination des services d'accompagnement sociopsychologique, examen et évaluation des membres du personnel concernés et formulation de recommandations sur la prise en charge des cas

5 Rapports d'évaluation concernant 5 missions de maintien de la paix ont été établis.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions en raison de la refonte des priorités concernant les activités prévues en fonction des ressources disponibles.

7 Missions de maintien de la paix ont fait l'objet de visites.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires de la part des missions en matière de gestion du stress traumatique.

11 Conseillers ont reçu une formation et une certification.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car certains conseillers n'ont pu participer aux stages en raison de situations d'urgence dans leur lieu d'affectation.

36 Agents ont été formés à l'entraide par les pairs dans 3 missions de maintien de la paix.

128 Agents ont été formés dans le cadre de stages de gestion du stress organisés dans 6 missions de maintien de la paix.

Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions du fait de la révision du rang de priorité des activités compte tenu des besoins supplémentaires en matière de gestion de stress traumatique.

10 Conseillers en poste dans 8 missions de maintien de la paix ont reçu des orientations techniques.

Oui Des conseils techniques sur des questions d'ordre sociopsychologique, ainsi que des recommandations concernant la prise en charge des cas ont été fournis au moment des crises au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions du Siège. Des séances de suivi ont également été organisées en collaboration avec ces deux départements pour les fonctionnaires touchés par les crises.

## K. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

### 1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

**Réalisation escomptée 1.1** : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services fonctionnels à fournir pour les réunions : conseils techniques et appui fonctionnel à environ 112 réunions du Comité consultatif	133	Réunions ont eu lieu.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions du fait de la complexité des questions soumises pour examen au Comité consultatif.
Documentation destinée aux organes délibérants : élaboration de 20 rapports environ	23	Rapports ont été établis.  Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du nombre d'opérations de maintien de la paix.
Calendrier des réunions : calendrier bien organisé et suffisamment souple pour permettre l'examen des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et la présentation ponctuelle de rapports	Oui	Les réunions ont eu lieu conformément à un calendrier suffisamment souple pour permettre l'examen de tous les rapports dont le Comité consultatif était saisi.